

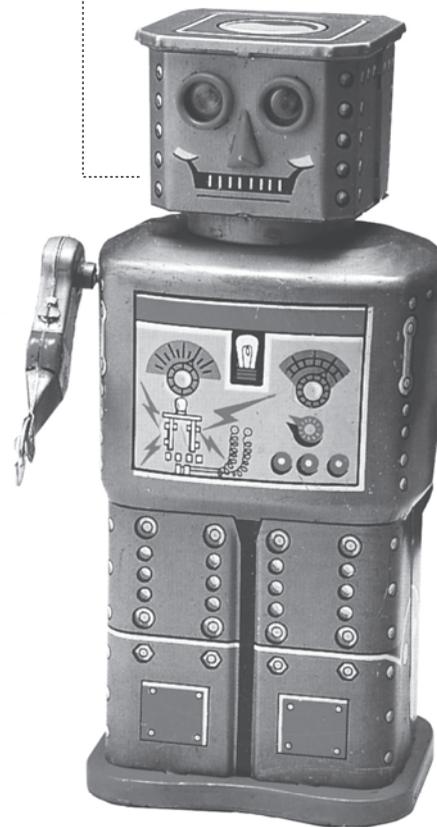


« Deux points sont à l'ordre du jour de la réunion de parti du kolkhoze. La construction d'une grange et la construction du communisme. Étant donné l'absence de planches, on est passés tout de suite à la seconde question. »

BLAGUE RUSSE, ANNÉES 1960.

”

RESISTER AU SECOND OU AU PREMIER DEGRÉ



On dit que les hommes sont des robots. On dit que les hommes ne se révoltent pas assez. On dit que la capacité de mobilisation est devenue nulle. On dit que de nos jours, tout ne va pas bien mais que c'est mieux quand même. On dit qu'il faut se lever au petit matin sans attendre le grand soir. On dit qu'il faut réfléchir, mais pas trop. On dit que ça fait passer le temps.

PAGE 56 PAMPHLET — RIRE DE TOUT, ET AVEC N'IMPORTE QUI SI POSSIBLE

PAGE 62 LES TEXTES INCRIMINÉS — DE DURS RÊVEURS

PAGE 65 SCOOP — RAPPORT DE POLICE CONCERNANT LE NOMMÉ SOUCHON ALAIN

PAGE 66 TENTATIVE DE RÉORGANISATION CHRONOLOGIQUE DE L'AFFAIRE TARNAC

Robots: Japon & États-Unis, années 1950, 1960, 1970.

Photos Teruhisa Kitahara & Yukio Shimizu in: Robots and Spaceships, Taschen, 2001.



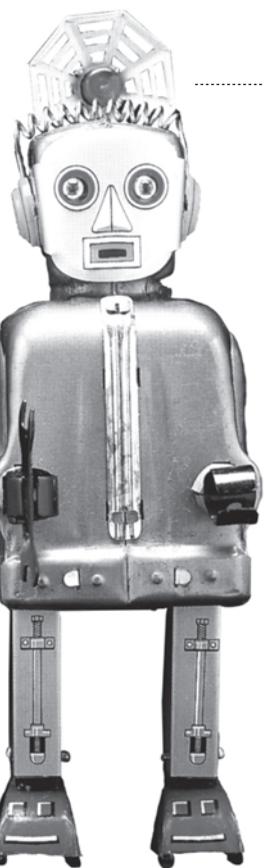
RIRE DE TOUT... ET AVEC N'IMPORTE QUI SI POSSIBLE

Comme la nouvelle année est l'époque des bonnes révolutions (NDLR – c'est une coquille, messieurs des RG; il fallait bien sûr lire: *résolutions*), *Le Tigre* a décidé de se pencher sur la question de l'ironie. N'y a-t-il pas, dans la présentation du journal, cette phrase écrite un jour d'ivresse: «*Le Tigre ne prétend pas dire au lecteur ce qu'il faut penser... Le Tigre préfère l'ironie à la diatribe*»? Il était grand temps de valider la défense de l'ironie comme fer de lance de la lutte. La lutte? Quelle lutte? Ah, non! non!

PAR LAËTITIA BIANCHI

“ — Grand dieu! Y a-t-il eu des blessés?
— Non, seulement un nègre tué.
— Allons, tant mieux. Quelquefois, il y a des blessés.

MARK TWAIN, *Tom Sawyer*.



La lutte, donc. On en est tous à peu près au même point. Il n'y a pas que les dangereux supposés «ultra-gauchistes» pour remettre en question deux ou trois cailloux du splendide édifice qu'est la société. Le lien avec l'affaire de Tarnac nous a paru logique. En effet, à l'heure où une poignée d'intellectuels sont accusés d'atteinte à la sûreté de l'État suite à l'existence d'écrits certes fort peu ironiques, nous nous sommes penchés sur une autre manière d'attenter à. Attenter à qui? sans doute pas à l'État.

À la sûreté? à la tranquillité, plutôt. Ceux qui prônent non pas l'insécurité, mais l'intranquillité de leurs concitoyens, à coup d'actions singulières: les «nouveaux militants», ainsi dénommés en vertu de l'adage qui veut que pour redorer le blason de l'actualité et transformer en arbrisseau pimpant un marronnier éculé, rien de tel que le procédé, vieux comme le monde et donc la publicité, qui consiste à écrire en lettres d'or: *autre, nouveau voire néo, new, alter*. Anglais, latin, grec, qu'importe, pourvu qu'au fond du connu ce soit du (presque) nouveau². La différence entre l'ironie et la satire est fondamentale. Un individu sait d'emblée lorsqu'il se trouve devant un discours satirique, que ce soit les *Guignols de l'info* ou *Charlie-Hebdo* ou tout autre support. La satire s'affiche comme une force d'opposition, un discours critique sur le pouvoir. L'ironie, elle, est un trompe-l'œil, dont le plaisir est de se faire passer pour vraie pendant un certain laps de temps. C'est une construction du discours qui, à la différence des autres formes de dissimulation (mensonge, hypocrisie, flatterie), ne vaut que si elle est démasquée. Mais encore faut-il qu'elle le soit, démasquée. Au XVIII^e siècle, un lecteur superficiel pouvait-il croire à la *Modeste Proposition* de Swift, où ce dernier proposait aux Irlandais

d'échapper à la famine en mangeant leurs propres enfants? La question paraît idiote, et pourtant. Lorsqu'en 2001, les Yes Men [cf. *ENCADRÉ* p. 59] ont démontré la supériorité de la délocalisation sur l'esclavage, ils ont été crus: personne n'a bronché dans l'assistance. Les premières actions des Yes Men sont l'exemple même d'un engagement par l'ironie: par leurs fausses conférences ou fausses interviews, ils ont obligé les spectateurs à se positionner sur ce qu'ils entendent. Faire prendre conscience des paroles dites, apprendre à réécouter les discours établis, faire douter: par le décalage, l'ironie redonne du sens aux mots employés par les politiciens. Les Yes Men testent la capacité de révolte d'un auditoire. [NDLR: Petit moment d'abattement: cette capacité semble actuellement nulle, puisque leurs canulars passent inaperçus.] En Russie, le Sots Art³, courant né en 1972 sous l'impulsion de deux artistes moscovites, Vitaly Komar et Alexander Melamid, a eu une démarche similaire — se réappropriant l'imagerie et les slogans de la propagande soviétique pour les rendre grotesques. «*L'ironie appelle la connivence de quelques initiés, et non l'adhésion de la foule*»⁴, disait un critique littéraire. Ce qui est vrai en littérature semble l'être, a fortiori, en politique. La compréhension



La France s'ennuie. Oui, la France s'ennuie. Oui carrément la France s'emmerde, la France se fait chier. Rien n'est plus intéressant. Tout est devenu chiant. [...] On se barbe actuellement en France comme jamais on s'est barbé. [...] Alors si vous ne savez pas quoi faire, bougez-vous... ne faites rien certes, mais faites un rien qui est habité. Et faites autre chose que ce que vous faites aujourd'hui. Mais tout ceci demande quand même un petit peu de talent, parce qu'il ne faut pas ennuyer les autres non plus en se désennuyant. Dans ce cas il vaudrait mieux s'ennuyer tout seul hein plutôt que de bassiner tout le monde, hein. [...] Enfin quoi, va-t-on quand même s'ennuyer longtemps comme ça?

Vidéo de **MANUEL CONTRERAS**, bâtie sur l'idée de réitérer l'exploit de Pierre Viansson-Ponté qui, en publiant le 15 mars 1968 dans *Le Monde* un article intitulé «*Quand la France s'ennuie*», déclencha Mai 68 presque à lui tout seul.

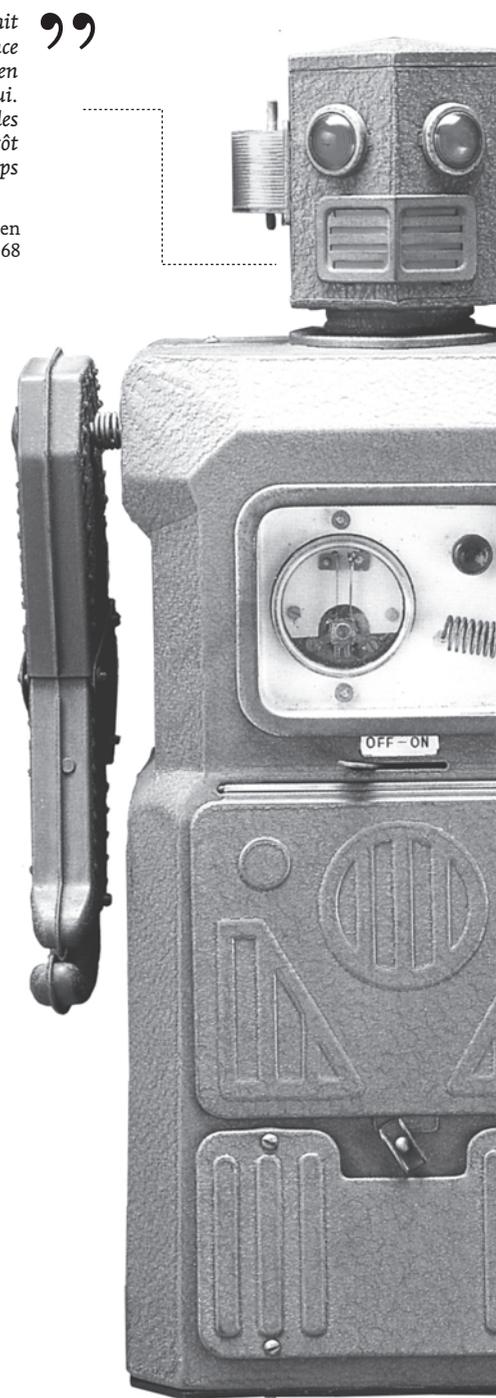
d'un message ironique par les foules est-elle plausible? Le mot «ironie» vient du terme grec *eirōneia*, qui signifie «interrogation»: l'ironie n'affirme rien, elle questionne. Sa grandeur — sa générosité diront certains, sa naïveté diront d'autres — réside dans le fait qu'elle présuppose son interlocuteur intelligent. On ne peut être ironique avec quelqu'un que l'on méprise: l'ironie ne suppose pas nécessairement la sympathie, mais elle requiert néanmoins l'estime. «*L'ironie ne veut pas être crue, elle veut être comprise.*» L'ironie présuppose la foule capable de discernement. Au sein de l'action politique, ce n'est pas rien.

Le principal reproche de ses détracteurs est pourtant là. Dans la question de savoir à qui s'adresse l'ironie. En juillet 2001, Andy Bichlbaum est invité sur CNBC-TV (chaîne financière internationale), juste avant le G8 de Gênes. Comme le présentateur évoque les protestataires qui vont manifester à Gênes, il affirme: «*Oui, c'est vrai, la pauvreté augmente dans le monde, oui, l'inégalité augmente, oui, les protestataires ont indéniablement raison sur tout un tas de choses. Mais ce qui fait défaut à leur analyse, c'est une certaine forme de compréhension. Parce que ce que vous avez, en fait, c'est un tas de manifestants — on peut parler d'une véritable racaille —, qui essaient de rivaliser avec tout le savoir accumulé que représente une organisation comme l'OMC, ainsi que tout un tas d'experts à travers le monde — un savoir qui repose sur une série d'ouvrages publiés en Angleterre depuis 1770. [...] Il y a une multitude d'experts basés dans les meilleures universités de la planète qui ont lu les livres dont je vous parle, d'Adam Smith à Milton Friedman, et ont d'excellentes raisons théoriques d'être certains que tout ça ne peut qu'entraîner une amélioration de la situation.*» On a là l'exemple d'un discours ironique déclamé auprès d'un public restreint de spécialistes, et non face au grand

public — tout le problème consistant à propager la non-réaction dudit public auprès des médias.

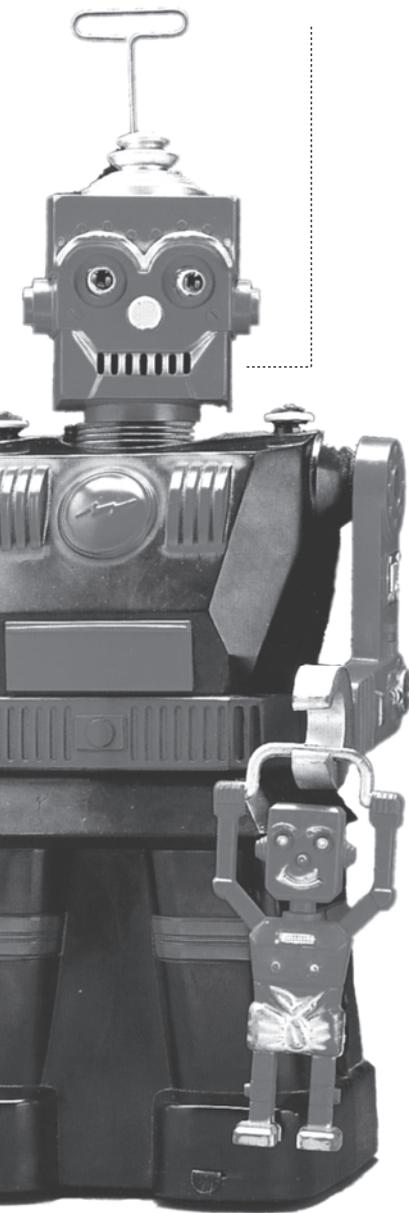
On ne peut nier le risque consistant à manier l'ironie: ne pas être entendu — et être vain. Comme les Yes Men, c'est le risque qu'encourent les Fatals Latteurs. Depuis le printemps 2008, ces derniers, issus du journal *Le Plan B*, sévissent sur les forums «ouverts» (ne nécessitant pas d'inscription) des journaux français. Le principe est simple: flatter, sans retenue, les éditorialistes et journalistes les plus puissants du monde médiatique — n'importe qui pouvant s'improviser Fatal Flatteur. Bernard-Henri Lévy, Laurent Joffrin, Claude Perdriel sont tour à tour leurs victimes. Exemple, en septembre 2008: l'ode à Denis Olivennes, nouveau patron du *Nouvel Obs*, dans un contexte polémique⁶: «*Je suis outré que l'on fasse un tel procès à Monsieur Olivennes. Oui, en ces temps incertains, de crise, de doute, de racisme, nous avons besoin d'un tel homme, auteur d'un si magnifique rapport, traduit dans de nombreuses langues, dont l'inuit, le volapuk, le finnois, le croate [...]*», redoublé d'un: «*Je souscris totalement à la description de M. Olivennes. Respecté dans le monde entier, il a depuis toujours la réputation d'être un grand intellectuel indépendant. Ses éditos sont repris par les journalistes un peu partout [...]. Olivennes sarkozyste? Un peu de sérieux*»; etc., etc., ou encore: «*J'ai rencontré Philip Roth récemment lors d'un salon du livre à Ottawa, impossible de lui faire parler d'autre chose que de Monsieur Denis Olivennes. [...] Sa conférence devait s'achever à 18 heures, à 23 heures il parlait encore de "mister Olivennes"*»... L'idée des Fatals Latteurs est séduisante: les administrateurs de forums ne pouvant objectivement censurer des messages qui chantent les louanges de telle ou telle personne, on pourrait imaginer des forums entiers ridiculisés par un afflux de ces messages invraisemblablement sympathiques.

Le but est de décrédibiliser les journaux traditionnels... sauf que les Fatals Latteurs, trop peu nombreux, passent parfois juste... pour des flatteurs, sans que le quidam arrivé sur un site ne se rende compte de rien. Se faire rire soi, c'est déjà bien... mais les autres? À qui s'adresse-t-elle, au final, l'ironie?



“ CIRCA vise à rendre l'art de la pitrerie à nouveau dangereux, à le ramener dans la rue, à se réapproprié son pouvoir de désobéissance et lui rendre la fonction sociale qui fut la sienne: sa capacité à perturber, critiquer et guérir la société.

CIRCA [Clandestine Insurgent Rebel Clown Army], armée des clowns rebelles.



“ Afin de tourner en dérision les lois anti-terroristes et les fouilles au corps, nous remplissons nos poches d'objets idiots: chapelets de saucisses, sous-vêtements, canards en caoutchouc, cochons rembourrés en peluche rose, gadgets sexuels, nains de jardin, vieux os, petits tanks, ventouses etc., qui doivent tous être déposés sur la chaussée lors des fouilles.

Les Fatals Flatteurs manient l'antiphrase, formule stylistique consistant à dire le contraire de ce que l'on pense, ils sèment la pagaille dans les «commentaires» de certains journaux. Ce faisant, ils renouent avec une longue tradition littéraire, celle de l'éloge ou du blâme à contre-temps⁷. L'éloge faussement sérieux d'un sujet dérisoire ou d'un homme politique décrié fut longtemps un genre à part entière: un exercice de style que l'on apprenait aux élèves dans les écoles de rhétorique afin de former leur esprit et leur verbe. Durant l'Antiquité puis la Renaissance, c'est ainsi que de resplendissants éloges furent composés à la gloire de la mouche, du tyran Néron, de la purée de légumes, de la frivole Hélène, de la calvitie, de la folie ou de l'injustice... Faire l'apologie de l'injustice? On n'est pas loin du concept des Manifs de droite⁸, celles où l'on entend crier:

LE BOUCLIER-FISCAL, C'EST VRAIMENT PAS MAL!

PLUS DE RÉPRESSION! MOINS DE PRÉVENTION!

NOUS SOMMES FIERS DES VIO-LENCES-PO-LI-CIÈRES!

IMMIGRATION CHOISIE!, ENVOYEZ-NOUS L'ÉLITE!

Plus grave que le flop: porter préjudice à ceux que l'on prétend défendre. L'ironie ne se manie pas sans risque: si l'on est cru, c'est que c'est crédible. La seule fois en fin de compte où les Yes Men se sont adressés au «public» au sens large, ils ont dérapé. En décembre 2004, Andy Bichlbaum, en direct sur BBC World, se fait passer pour un porte-parole de Dow Chemical (géant de l'industrie chimique), et annonce une indemnisation des victimes de la catastrophe industrielle de Bhopal⁹ — une indemnisation que les victimes espéraient depuis vingt ans. La société Union Carbide dément... trop tard: les victimes, elles, ont cru quelques heures durant à cette déclaration. Les Yes Men ont certes dit regretter en partie cette action¹⁰... qu'ils jugent cependant bénéfique au final.

L'usage de l'ironie à but politique est une tradition anglo-saxonne¹¹. Aux États-Unis, le *Guerrilla Theater* des années 1960 a été le précurseur de l'agit-prop. Depuis, les États-Unis et l'Angleterre ont toujours deux ou trois ans d'avance sur le nouveau militantisme français. C'est ainsi la Church of Stop-shopping du révérend Billy¹² qui est le modèle de l'Église de la Très Sainte Consommation, dont les prêtres arborent une pièce d'un euro cinquante autour du cou, prêchent «un culte qui prône le bonheur dans l'acte d'achat», et

adorent (depuis 2004) le dieu Travail et la déesse Croissance dans des lieux de cultes improvisés: les supermarchés. «Comment en est-on arrivés là?» s'interrogent les auteurs des *Nouveaux militants*¹. Fait étrange: il semble que Guy Debord mène à tout... — de l'activisme résolument non-violent de la Brigade des Clowns ou des Yes Men à des positionnements beaucoup plus radicaux.

La Brigade des Clowns (ou B.A.C., ainsi nommée pour parodier la Brigade anticriminalité) a été créée en 2005 sur le modèle de la CIRCA britannique (Armée clandestine des clowns insurgés et rebelles) — créée quant à elle par John Jordan, alias Colonel Klepto¹³, lors des manifestations de 2003 contre la guerre en Irak. Face aux policiers, la CIRCA a mis en place diverses stratégies de résistance très efficaces, comme l'imitation: «Chaque fois que la police formait une ligne pour barrer le chemin aux manifestants, les clowns créaient leur propre ligne en face d'eux. Chaque fois qu'un policier criait à la foule de “rester derrière la ligne”, un clown le répétait à l'envie d'une voix contrefaite, encore et encore. S'ensuivaient des improvisations sans fin sur le concept de LIGNE, jusqu'à ce que finalement dix-huit clowns demandent en chœur à chaque policier à tour de rôle: “Monsieur l'officier... qu'est-ce qu'il y a donc de si important dans la LIGNE?” [...] À chaque passage des policiers tout fiers sur leurs mountain bikes, les clowns faisaient mine d'idolâtrer leurs shorts en Lycra, leurs lunettes de soleil, leurs nouveaux vélos rutilants, faisant sourire les policiers à pied et révélant ainsi une des tensions internes des forces de police — “divise et fais l'imbécile” est l'une des stratégies clefs de la CIRCA contre les représentants du pouvoir répressif.» La B.A.C. s'est illustrée en France par de très nombreuses actions cocasses dont le nettoyage de la mairie de Neuilly au Kärcher en 2005, les «scènes de liesse populaire pour saluer le retour triomphal du Clemenceau en France» en février 2006, les «quelques vérifications identitaires» menées au Fouquet's, ou en décembre dernier l'autodafé fictif de livres «de nature à troubler les pensées des bons citoyens» afin de lutter contre le terrorisme.

Avec leurs nez rouges, leurs perruques et leur amour de la police, les Clowns sont immédiatement perçus comme des clowns. Et pourtant, ils ne sont pas que des bouffons, s'il est vrai que «la drôlerie sans arrière-pensée sérieuse ne serait pas ironique mais simplement

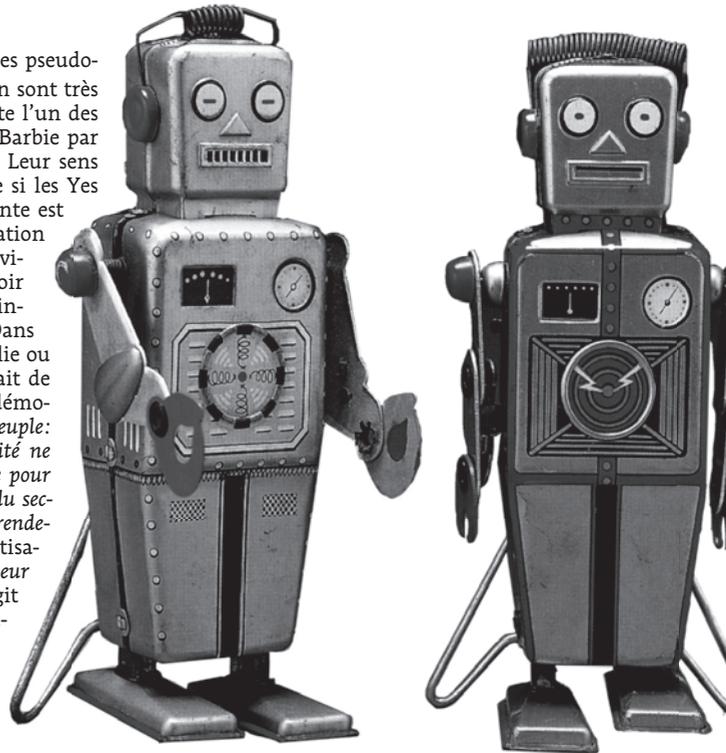
... suite p.60

“ PLUS D'INDEMNITÉS, HÉ! POUR JEAN-MARIE MESSIER!
CAC-QUA-RAN-TE, CAC-QUA-RAN-TE, OUAIS!!! OUAIS!!!
À BAS! À BAS! LES COLONNES DE BUREN!
ON, VEUT DES TANKS! PAS DES SAL-TIM-BANQUES!
À BAS! À BAS! LE SECOND DEGRÉ!
PO, LI, CIERS!, O-BÉI-SSEZ-AUX-CHEFS!
ABDEL, HUIT ANS, RETOURNE DANS TON PAYS!
RÉ, PRI, MEZ! LES MANIFESTATIONS!
ALLEZ!! ALLEZ!! METTEZ-NOUS UNE RACLÉE!
LA MA-TRAQUE!, C'EST PAS FAIT POUR LES CHIENS!
AAAFRIQUE!, PAYE-TA-DETTE!, AUX PAYS OCCI-DEN-TAUX!
ON EST PLUS! BIEN PLUS DE DROITE QUE VOUS!

Manif de droite, vidéo de MANUEL CONTRERAS, 2003,
{www.arnaudcontreras.com}

LES YES MEN

Les *Yes Men* (les «béni-oui-oui») sont deux activistes connus sous les pseudonymes d'Andy Bichlbaum et Mike Bonanno. Leurs débuts à chacun sont très potaches: l'un, informaticien pour les jeux vidéo de SimCity, pirate l'un des jeux en faisant s'embrasser les soldats; l'autre inverse la voix des Barbie par celle de GI Joe avant la mise en vente dans les grands magasins... Leur sens du canular glisse bientôt vers la critique politique — et ce, même si les *Yes Men* se défendent de «théoriser». Leur première action retentissante est la création, en 2000, d'un pastiche du site officiel du Gatt, émanation de l'Organisation mondiale du commerce. Ils ont été à ce titre invités à des colloques internationaux par des organismes croyant avoir affaire à l'OMC. Le 29 octobre 2000, Andy Bichlbaum intervient ainsi à Vienne lors d'une «Conférence internationale des services». Dans son discours, après avoir expliqué que l'habitude de la sieste en Italie ou en Espagne affaiblit gravement la productivité et qu'il conviendrait de la supprimer sans tarder, il s'en prend aux faiblesses du système démocratique parlementaire: «*les diverses manifestations du pouvoir du peuple: les parlements, les Congrès, etc. Une telle variété, une telle complexité ne peuvent que déboucher sur l'inefficacité, une inefficacité parfois fatale pour l'idéal d'une démocratie de consommateurs. Heureusement, l'exemple du secteur privé nous permet d'envisager des solutions émergentes au faible rendement des institutions démocratiques.*» Suit une proposition de privatisation des votes permettant aux électeurs américains de mettre «leur vote aux enchères et de le vendre au plus offrant». L'auditoire ne réagit pas, si ce n'est par les traditionnels remerciements. Invités, toujours en tant que représentants du Gatt, à une conférence sur les «fibres et textiles du futur» se tenant en Finlande (août 2001), Andy Bichlbaum démontre la supériorité des délocalisations sur l'esclavage (l'esclave coûtant trop cher, puisqu'il doit être habillé et nourri, par opposition au travailleur délocalisé), avant de proposer un système novateur de contrôle des travailleurs délocalisés, la «*Combinaison relax management*»: un justaucorps doré en forme de phallus géant à l'extrémité duquel est fixé un écran miniature. Seule réaction: les griefs d'une femme ayant trouvé que cet exposé «brillant» ne prenait pas en compte le fait que les femmes puissent «être chefs d'entreprise elles aussi». En 2002, lors d'une conférence devant des étudiants, les *Yes Men* expliquent avoir trouvé la solution pour lutter contre la malnutrition dans les pays pauvres: le recyclage des excréments occidentaux en hamburgers labellisés McDonald's. Ils se font alors huer pour la seule fois de leur carrière, ce dont ils se félicitent — sans que l'on puisse savoir si c'est l'outrance de leurs propos ou la vigilance d'un auditoire plus jeune qui est à l'origine de ces protestations salutaires. Le 21 mai 2002, les *Yes Men* mettent fin à leurs canulars sur l'OMC par une dernière action: ils annoncent lors d'une conférence de presse à l'Association des comptables certifiés d'Australie que «l'OMC cessera d'exister sous sa forme présente» et aura pour but «d'aider les pauvres, défendre l'environnement, et renforcer les principes démocratiques». L'Assemblée plébiscente la décision, relayée par la presse. Les *Yes Men* se sont également fait passer (en mars 2007) pour des journalistes politiques ultra-réactionnaires d'une télévision de Washington et ont piégé plusieurs personnalités politiques françaises (ainsi Claude Goasgen, Claude Bartolone, Jean-Marie Cavada). Leur dernier coup d'éclat date du 12 novembre 2008: une semaine après l'élection de Barack Obama, ils ont distribué gratuitement dans New York un million d'exemplaires d'un faux numéro du *New York Times* daté du 4 juillet... 2009. Titres principaux: *FIN DE LA GUERRE EN IRAK! GEORGE BUSH EST INCULPÉ POUR HAUTE TRAHISON*². De fausses publicités sont incluses dans le journal. Certaines sont naïves: ainsi ExxonMobile a pour slogan «*La Paix. Une idée dont le monde peut profiter*» (ce dont un publicitaire serait bien capable), d'autres plus grinçantes, comme le slogan de DeBeers, «*De son doigt à elle à son doigt à lui*»: «*Si vous achetez un de nos diamants, cela permettra de créer une prothèse pour un Africain qui aura perdu sa main dans un des conflits liés à la production des diamants.*»

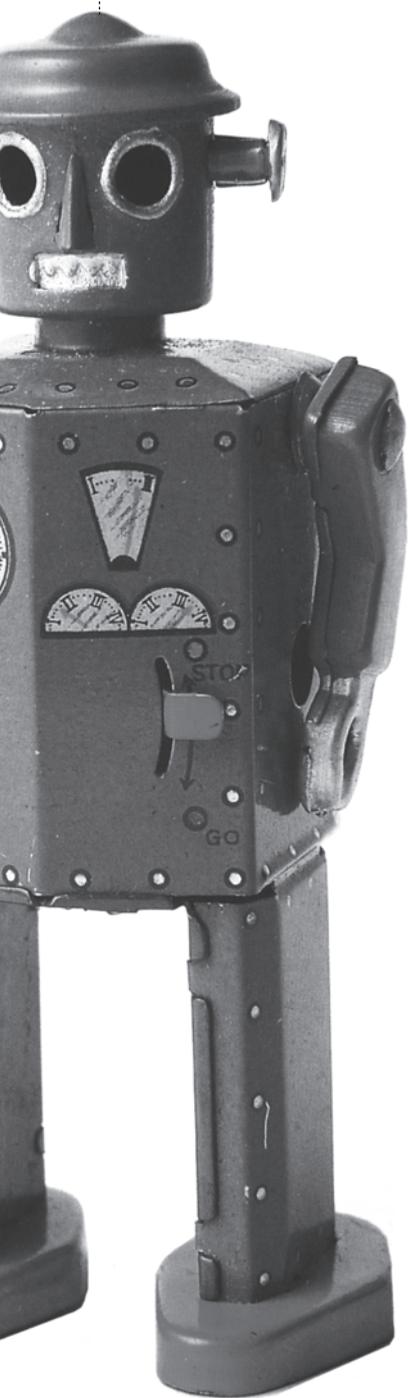


1. Portrait d'Andy Bichlbaum paru dans *Libération* (28 mars 2005).
2. Cf. le site {www.nytimes-se.com}

Les *Yes Men* {theyesmen.org} sont les auteurs d'un d'un livre: *Comment démasquer (en s'amusant un peu) l'imposture libérale*, La Découverte, 2005. Cf. aussi le film de CHRIS SMITH, SARAH PRICE & DAN OLLMAN, *The Yes Men*, Blaq out, 2005.

bouffonne»⁵. Philosophiquement, les Clowns seraient peut-être à ranger du côté de la tradition philosophique cynique: impertinents, provocateurs et de mauvais goût. Parce que Socrate avait, dans le *Politique*, défini l'homme comme «un bipède sans plumes», Dio-

« — Dis-moi, est-ce que Socrate est sérieux? Est-ce qu'il plaisante? PLATON, *Gorgias*, 481.



gène le cynique avait apporté un poulet à l'Académie en disant: «Voilà l'homme de Platon!» Diogène, qui parcourait les rues d'Athènes en disant: «Je cherche un homme!», comme les clowns de la B.A.C. déambulant, en mai 2005, dans le jardin du Luxembourg munis de loupes géantes, «à la recherche du plan B», et ce, en pleine campagne sur le référendum sur la Constitution européenne. Ce qui donna lieu à la belle interrogation suivante, chez les policiers: «C'est de l'art ou de la politique?»... jusqu'au moment où, entendant le mot «référendum», ils conclurent, non sans bon sens: «C'est de la politique!... On les embarque!» La Brigade des Clowns a sans doute, de tous les militants, trouvé le rapport le plus efficace aux forces de l'ordre, surnommées «nos collègues en bleu». À la question: «Comment éviter la police?», ils répondent: «Pourquoi éviter la police? En voilà une idée absurde. Ce sont nos collègues, la question serait plutôt: où aller boire un coup avec la police?»¹⁴ — ce qui est, en fin de compte, plus subtil encore que le bon vieux «CRS = SS», bien sûr, mais aussi que la non-violence: puisqu'en mettant les forces de l'ordre de leur côté, les Clowns créent un véritable dérèglement de l'ordre. Les Clowns sont les plus vains (vanité revendiquée: «Ils étaient dix clowns d'après la police, dix mille policiers d'après les clowns»), mais sans doute, justement à cause de ça, les plus justes: ceux qui se souviennent qu'à l'heure des événements tragiques, il ne reste que la conscience individuelle de chacun. «Droite», «gauche», «CRS», «militant», les étiquettes volent: s'il suffisait d'un grand tableau statistique pour savoir où sont les gentils et où sont les méchants, cela se saurait.

Le concept de «nouveaux militants», journalistique à souhait, a en fin de compte le défaut des concepts pour journalistes: mélanger allègrement des pratiques très différentes. L'ouvrage *Les nouveaux militants*, qui ne prétend certes pas être un catalogue, traite tour à tour des Yes Men, des Enfants de Don Quichotte, des Déboulonneurs (collectif anti-pub), de la Brigade des Clowns, des Manifs de droite, de Génération précaire (luttant pour la réforme du statut des stagiaires), de Jeudi Noir (faisant la fête dans des appartements aux loyers trop élevés), de l'Église de la Très Sainte Consommation, de RESF (Réseau Éducation Sans Frontières), etc.

«Parodique, festif, provocateur, médiatique: le militantisme s'offre une seconde jeunesse. Peut-on pour autant parler de "nouveaux militants"? Qu'est-ce qui le distingue des mouvements précédents? Le profil des acteurs, avant tout: [...] il existe une surreprésentation des jeunes, des femmes actives et des classes moyennes instruites dans les groupes mobilisés»¹. Soit «une photographie en négatif des catégories peu attirées par le syndicalisme»¹⁵. Le fondement intellectuel de chacun de ces groupes est très différent. Le caractère de «désobéissance festive» n'est pas non plus commun à ces groupes: on ne saurait qualifier les actions de RESF, des Enfants de Don Quichotte ou des Déboulonneurs de «festives» ni même d'ironiques. Outre le profil sociologique, la définition des «nouveaux militants» repose en fin de compte seulement sur le mode opératoire commun: «coups d'éclats», «actions médiatisées».

Lorsque sur une affiche des Déboulonneurs est inscrit: «Non à la tyrannie mentale!», «Non à la laideur!»¹⁶, on ne voit pas trop le lien avec la démarche des Clowns ou des Yes Men... si ce n'est le fait de communiquer vis-à-vis de la presse, mais la communication auprès des médias est-elle un critère suffisant de définition? On sent que le lien implicite établi est l'idée qu'un «anti-pub» est «contre la société de consommation». Et pourtant dans un cas on est face à un discours ironique, et dans l'autre dogmatique. Un même glissement peut avoir lieu dans les Manifs de droite, lorsque la loufoquerie cède le pas à un message trop appuyé. En vertu du principe qui veut que lorsqu'on se veut... sérieux, la question de la pertinence des propos se pose. La Manif de droite la plus récente a ainsi été décriée¹⁷, non sans raison, pour le mélange des sujets évoqués. Certains ont noté la différence entre le fait de crier en mocassins devant la Bourse: «Moins de fonctionnaires, plus de milliardaires!», et celui de défilier sur fond de Johnny et de Michel Sardou dans le Marais, sous prétexte que la Star'Ac a installé ses locaux rue Charlot. Le second degré du slogan «De la bière pour les prolétaires, du Dom Pérignon pour les patrons!» devient bien difficile à saisir dans un quartier si riche, si bourgeois, et si... à gauche. Quant au slogan «Jeunesse française, adhère à TF1!» visant la Star'Ac (qui devrait sans doute s'installer en banlieue, pendant que l'EHESS reste à Paris?), il



semblait quelque peu hors de propos. Là encore, la frontière est ténue. À tous se vouloir drôles et de gauche, on arrive vite au simplisme. Outre la naïveté consistant à assimiler la bourgeoisie, l'argent, avec TF1 et la Star Ac', en un malencontreux fourre-tout de thèmes, on assiste à la même dérive que sur le «*Non à la laideur!*» des Déboulonneurs: faire la morale. C'est censé être politique, c'est censé défendre «le peuple», et cela le méprise. Dans la même lignée, on pourrait imaginer mille actions... Des «*À bas le sport!*» [lien du sport et de l'argent, la compétition, etc.], «*À bas la télévision!*», etc. Or, s'il est défendable qu'il y ait une critique sociologique, philosophique, etc. du sport ou de la télévision, transporter cette critique sur le terrain du militantisme «enjoué», cela serait absurde. On notera d'ailleurs que l'ouvrage *Les nouveaux militants* n'évoque pas des pratiques activistes qu'on aurait pu imaginer entrer dans cette catégorie, précisément parce que leurs sujets sont beaucoup plus polémiques: mouvements de libération animale, boycotts, piratages informatiques, actions violentes des *Black blocs* au sein des manifestations, etc.

En définitive, le caractère spectaculaire d'une action ne saurait servir de définition — c'est confondre le fonds et la forme... Il suffirait, pour être militant, de «porter un problème sur le devant de la scène». L'argument semble faible. C'est quoi, le «devant de la scène»? Un, deux articles dans les journaux? Deux reportages à la télé, quelques milliers de clics sur une vidéo? À ce petit jeu-là, il y a tellement de militants qu'on se demanderait presque... à quoi bon. L'ouvrage *Les nouveaux militants* est d'ailleurs assez critique, puisque les auteurs du livre posent la question: «*Ces actions, ciblées, sporadiques, sont-elles vouées à s'éteindre aussi vite qu'elles ont surgi?*», évoquant notamment des actions militantes où les journalistes sont plus nombreux que les militants eux-mêmes — qui semblent en fin de compte être plus des «rois de la com'» que des princes de l'engagement¹⁸. Les auteurs comparant au détour d'une phrase les nouveaux militants... au beaujolais nouveau: «*Dans les années 1950 l'idée germa de tout miser sur la communication afin de sauver un vin en perte de vitesse. À l'image du breuvage, ce militantisme prend des allures de produit marketing.*» La mise en garde est claire: «*À trop insister sur*

la forme, le risque est de négliger le fond. On communique à outrance pour compenser. [...] C'est un peu court.»

Le jeune Virgile défendait le moustique et le fromage à l'ail... Et déjà, le «*désir d'applaudissements*» de cette jeunesse éloquente énervait Polybe, outré de ce que certains perdent leur temps au lieu de «*s'occuper de politique et de morale, qui seules ont en philosophie une utilité véritable*»⁷. Comme les militants évoqués ci-dessus énervent Andrew Potter et Joseph Heath, qui stigmatisent «*le mythe de la contre-culture*»¹⁹, laquelle détournerait d'autres formes d'action politique, plus efficaces. De fait, l'opposition semble indépassable entre les tenants de l'action et ceux de l'ironie, laquelle est définitivement du côté de l'art. On ne peut faire du sport ironiquement, ni de la politique ironiquement. L'ironie ne va pas de pair avec le champ de bataille. L'ironie veut faire rire et réfléchir, pas gagner la bataille. L'ironie a une méfiance intrinsèque (triste diront les uns, réfléchie diront les autres) vis-à-vis de l'action — ce qui ne signifie pas qu'elle n'est pas agissante ni active. Comme une intervention du narrateur, comme une mise en abyme, comme un bon *remake*, le second degré suppose le spectacle.

À la question: «*Et pour quels résultats?*», les Clowns répondirent: «*10,5 ou 23,12 ça dépend.*»¹⁴ Tout juste la moyenne ou vraiment bien plus. Ce n'est pas faux. L'humour (donc à la fois l'ironie, la satire, la parodie, le cynisme) reste tout de même la preuve d'une capacité de résistance. Sous le régime stalinien, les rapports sur l'opinion publique rédigés par les agents du NKVD [la police politique] n'incluaient-ils pas, parmi les gestes de désobéissance, les histoires drôles? Il y avait ceux qui les inventaient, ceux qui les racontaient, ceux qui dénonçaient ceux qui les re-racontaient quand même... Et ceux qui les écoutaient: «*Le système soviétique? C'est un peu comme ma femme. Je l'aime un peu, je la crains un peu, je la trompe un peu, je m'en moque un peu, j'en aimerais bien un peu une autre. En gros, je m'y suis habitué.*»

S'habituer un peu, oui. Mais un petit peu seulement.

- NOTES** — 1. LAURENT JEANNEAU & SÉBASTIEN LERNOULD, *Les nouveaux militants*, éd. Les petits matins, 2008. Cf. aussi: TIM JORDAN, *S'engager! les nouveaux militants, activistes, agitateurs...*, Autrement, 2003; MORJANE BABA, *Guérilla kit: ruses et techniques des nouvelles luttes anticapitalistes: nouveau guide militant*, La Découverte, 2003.
2. Une mention spéciale à Florent Latrive dans *Libération* (4 déc. 2004), qui a qualifié l'un des Yes Men de «*néobouffon*».
3. Le Sots Art, ainsi dénommé par analogie avec le Pop Art à partir des mots «art» et «socialisme». Cf. l'exposition de la Maison Rouge (Paris, 2007).
4. P. MOREAU, «L'ironie de Musset», in *Âmes et thèmes romantiques*, José Corti, 1965.
5. JANKELEVITCH, *L'Ironie*, 1964.
6. À l'occasion d'une polémique entre un journaliste de l'hebdomadaire et Nicolas Beau, du site [backchich.info], portant sur le fait qu'Olivennes ait écrit un rapport sur le téléchargement illégal commandé par Sarkozy.
7. P. DANDREY, *L'éloge paradoxal de Gorgias à Molière*, P.U.F., 1997.
8. Le concept de Manif de droite a été inventé par FRED TOUSCH & PHILIPPE NICOLLE en 2003.
9. En 1984, en Inde, à Bhopal, une usine américaine de pesticides explose, tuant plus de vingt mille personnes.
10. Cf. l'entretien dans *Vacarme* (hiver 2006), où l'un des Yes Men (Mike Bonanno) déclare: «*Avant tout, nous voudrions sincèrement nous excuser. Nous n'avions vraiment pas l'intention de vous faire subir tout cela, même pour quelques heures*», avant de rejuster son geste.
11. Les Yes Men jugent à ce propos leurs actions «*inimportables en France*». Ce que Florent Latrive (*Libération*, op.cit.) résume de façon inimitable par: «*La déconnade politique et l'agit-prop ludique y sont très marginales. Les situs ont privilégié le sectarisme hystéro sur les aspects les plus arty de leur mouvement; les plus barrés des soixante-huitards ont recyclé leurs débordements dans la section global leaders.*»
12. Le Révérend Billy prêche à New York, à Times Square. Il prophétise la «*shopocalypse*». Cf. le documentaire de MORGAN SPURLOCK, *What Would Jesus Buy?* (2007).
13. JOHN JORDAN a participé à la création au début des années 1990 au mouvement *Reclaim The Streets*. Cf. aussi: «*Faire la guerre avec amour*», in *Vacarme* n° 31, printemps 2005.
14. «*Interview honteusement censurée par Technikart*», [www.brigadecloons.org].
15. ISABELLE SOMMIER, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Flammarion, 2003.
16. Gestes qui sous-entendent que les critères de beau et de laid peuvent être définis dans l'espace urbain (par qui? comment?), ce qui mérite réflexion... [DOSSIER PUB à venir dans *Le Tigre*].
17. Cf. *Rue 89*, 27 septembre 2008. La manifestation était co-organisée par les Verts.
18. Reproche notamment fait à Jeudi Noir ou au collectif La France qui se lève tôt.
19. Critique formulée par J. HEATH & A. POTTER, *Révolution consommée*, Naïve, 2005.
20. S. DAVIES, *Popular opinion in Stalin Russia, 1934-1941*, cité in A. REGAMEY, «*Histoires drôles et contestataires en ex-URSS*», in *Hermès* n° 29, «*dérision, contestation*», CNRS éd., 2001.



DE DURS RÊVEURS

La mise en examen de Julien Coupat et de huit autres personnes pour «association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste» a été largement fondée sur l'analyse, par la police, de *L'Insurrection qui vient*. Voici donc, dans le détail, la teneur des textes écrits par Julien Coupat et son entourage. On laissera le lecteur se faire une idée.

«La première revue qu'il avait créée... Enfin, qu'ils avaient créée avec son groupe, s'appellait Quitoun... Euh, non, Tiqqun. Ça veut dire "rédemption" en vieil hébreu. Il y a un côté un peu romantique, d'essayer de penser différemment... Cellule invisible? Parti invisible? Je ne connais pas...»

GÉRARD COUPAT (père de Julien Coupat), invité à «C à dire» (18 nov. 2008), sur France 5.

1997. Julien Coupat est en DEA à l'EHESS. Il travaille sur le thème: «*Perspective et critique de la pensée situationniste*». Petit rappel: l'Internationale Situationniste est une avant-garde artistique révolutionnaire, née en 1957, et dont le but était de dépasser la vanité des contestations avant-gardistes antérieures, en ouvrant à la création le champ du comportement et des situations de la vie quotidienne.

Le premier octobre 1998, se tient à Nanterre le colloque *Marx international II*. Parmi les ateliers, l'un s'intitule: «Oser chercher critique. Rendez-vous des jeunes chercheurs». Parmi les intervenants: Julien Coupat, présenté comme «*doctorant EHESS, métaphysicien critique, co-animateur de la revue Tiqqun*», et dont le sujet de thèse est «*Capitalisme, avant-garde et critique révolutionnaire*». Les interventions doivent porter sur «*la précarité des situations, de l'identité même de "jeune chercheur"*». Jusque-là, rien que de très classique. Si ce n'est que dans *Tiqqun*, on peut lire un compte rendu moins conventionnel de ce colloque:

«Un des métaphysiciens-critiques se trouva invité, par une méprise à peu près complète, à intervenir au congrès *Marx International II* sur le thème bien impertinent d'«oser chercher critique». Il n'aurait évidemment jamais consenti à si grotesque compromission — on sait la part que prend le Parti communiste dans ce genre de bouffonneries —, si les autres guignols invités à pontifier là en sa compagnie n'avaient été deux rédacteurs du «*Décembre*» des intellectuels français, publié dans la collection *Liber-Raisons d'agir*, sous l'œil protubérant du vénéré Bourdieu. [...] Son tour venant, il [NDLR: Julien Coupat] livra, après tant de consternantes platitudes, sa contribution au débat: «*Tout bien pesé, le dépérissement de l'Université et la disparition du sujet étudiant ne sont que d'infimes détails au sein d'un processus autrement titanesque: je veux parler de la décomposition de la société marchande. [...] Pour l'heure, la critique n'a que faire des docteurs en sociologie [car] c'est de poètes et de théologiens qu'elle a désormais besoin et non de fonctionnaires consciencieux de l'intelligence sociale. [...] Tous ceux qui ne peuvent se résoudre à quitter le navire quand il sombre déjà si visiblement au motif qu'ils estiment plus les carrières dans l'engloutissement que la liberté périlleuse du partisan, lient leur destin à un monde qui s'en va.*»¹

Printemps 2004. *L'Appel*, un petit livre sans mention d'auteur² ni d'adresse, paraît. «*Ceci est un appel. C'est-à-dire qu'il s'adresse à ceux qui l'entendent. Nous ne prendrons pas la peine de démontrer, d'argumenter, de convaincre. Nous irons à l'évidence.*»³ Assurément, *L'Appel* est un texte politique. Les mouvements politiques des dernières années sont analysés, et les luttes militantes décriées:

«*Seattle, Prague, Gênes, la lutte contre les OGM ou le mouvement des chômeurs, nous avons pris notre part, nous avons pris notre parti dans les luttes des dernières années; et certes pas du côté d'Attac ou des Tute Bianche [NDLR: pacifistes italiens]. Le folklore protestataire a cessé de nous distraire. [...] De Davos à Porto Alegre, du Medef à la CNT, le capitalisme et l'anti-capitalisme décrivent le même horizon absent. La même perspective tronquée de gérer le désastre.*»

1. [<http://netx.u-paris10.fr/actuelmarx/livret.htm>]. Cette action est l'un des «*coups d'éclat du Parti Imaginaire*», quelque part entre un sermon place de la Sorbonne et un tract sur Houellebecq (*Le Monde*, 8 nov. 1998).

2. Julien Coupat est-il l'auteur de *L'Appel* et de *L'Insurrection qui vient*? Pour des raisons judiciaires, son éditeur et ses soutiens souhaitent le nier. La proximité stylistique est en tout cas évidente, et deux de ses proches l'ont confirmé.

3. Texte tronqué sur [www.cmaq.net/fr]

4. *Quand on aura aboli le capitalisme et le salariat*, par «les organisateurs du Village alternatif, anticapitaliste et anti-guerre contre le G8 d'Evian». Disponible sur: [www.bibliolibertaire.org]





En guise d'exemple, un extrait d'un texte⁴ écrit par des manifestants anti-G8 qui contient la phrase suivante: «*En ce qui concerne les envies individuelles, il pourrait être égalitaire que chacun consomme à mesure des efforts qu'il est prêt à fournir.*» Conclusion de *L'Appel*: «*Le libéralisme existentiel a si bien su propager son désert que c'est désormais dans ses termes mêmes que les gauchistes les plus sincères énoncent leurs utopies.*» Et de refuser également la posture des signataires du manifeste «*Nous sommes la gauche*», «*signé [en 1997] par tout ce que la France compte de collectifs citoyens et de "mouvements sociaux"*», car il «*énonce assez la logique qui, depuis trente ans, anime la politique extra-parlementaire: nous ne voulons pas prendre le pouvoir, renverser l'État, etc.; donc, nous voulons être reconnus par lui comme interlocuteurs.*» Les auteurs de *L'Appel* se définissent *a contrario*. Non pas comme un groupe («*ce n'est pas le nous d'un groupe*»), encore moins donc comme un groupe politique, mais comme une «*position*» — une posture dans l'époque actuelle, à mille lieux de la «*pensée Max Havelaar laissant peu d'espace pour parler d'éthique autrement que sur l'étiquette*»:

«*Le chèque à Amnesty, le paquet de café équitable, la manif contre la dernière guerre, boire Daniel Mermet sont autant de non-actes déguisés en gestes qui sauvent. [...] Cette position s'affirme dans l'époque comme une double sécession: sécession avec le processus de valorisation capitaliste d'une part, sécession, ensuite, avec tout ce qu'une simple opposition à l'empire, fût-elle extra-parlementaire, impose de stérilité; sécession, donc, avec la gauche.*»

Mais faire quoi, alors? Entre autres, ce que font les *Black blocs*⁵: s'affronter aux forces de l'ordre. Le texte fait référence aux manifestations de Gênes lors du G8 de 2001, lorsque des militants de la LCR «*brandissent leurs drapeaux rouges labellisés "100% à gauche"*»:

«*Ils sont immobiles, intemporels. Ils vocifèrent leurs slogans calibrés, entourés d'un service d'ordre. Pendant ce temps, à quelques mètres de là, certains d'entre nous affrontent les lignes de carabiniers, renvoyant les lacrymos, défonçant le dallage des trottoirs pour en faire des projectiles, préparant des cocktails Molotov [...] À ce propos, les militants parlent d'aventurisme, d'inconscience. Ils prétextent que les conditions ne sont pas réunies. Nous disons que rien ne manquait, que tout était là, sauf eux.*»

Le texte évoque donc la «*tentation de l'activisme*», puis la lutte armée:

«*Payer chaque campagne au prix fort. La laisser consommer toute l'énergie dont nous disposons. Puis aborder la suivante, chaque fois plus essouffés, plus épuisés, plus désolés.*»

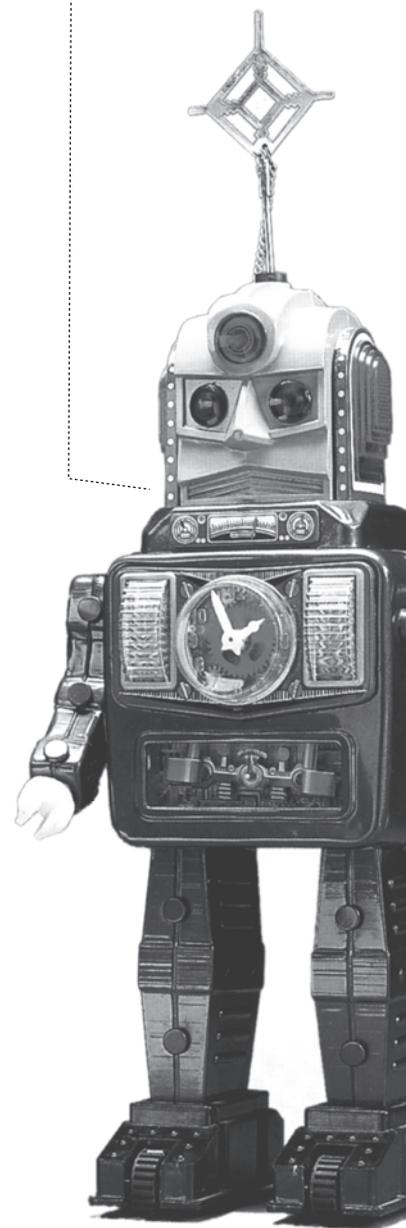
«*Il paraîtra judiciaires, par ailleurs, au vu de la friabilité des subjectivités contemporaines, même de nos dirigeants, mais au vu aussi du pathos larvoyant dont on a réussi à entourer la mort du moindre citoyen, de s'attaquer plutôt aux dispositifs matériels qu'aux hommes qui leur donnent un visage. Cela par souci stratégique. Aussi bien, c'est vers les formes d'opération propres à toutes les guérillas qu'il nous faut nous tourner: sabotages anonymes, actions non revendiquées, recours à des techniques aisément appropriables.*»

Reste une dernière question: «*Mais qu'est-ce que vous voulez au juste. Qu'est-ce que vous proposez.*» Réponse: «*1. Empêcher par tous les moyens la recomposition de la gauche. 2. Faire progresser, de "catastrophe naturelle" en "mouvement social", le processus de communisation, la construction du Parti. 3. Porter la sécession jusque dans les secteurs vitaux de la machine impériale.*»

En 2007 sort aux éditions La Fabrique un petit livre intitulé *L'Insurrection qui vient*, signé par le «*Comité invisible*». Les deux textes sont extrêmement proches dans le ton⁶, mais ne se répètent pas. Entre 2003 et 2007 il y a en effet eu les événements de 2005 en banlieue, qui servent de fil conducteur au livre: «*L'incendie de novembre 2005 n'en finit plus de projeter son ombre sur toutes les consciences. Ces premiers feux de joie sont le baptême d'une décennie pleine de promesses.*» Le ton est encore plus incantatoire et mélancolique que *L'Appel* — la dépression étant analysée comme un geste de refus: «*Nous ne sommes pas déprimés, nous sommes en grève. Pour qui refuse de se gérer, la "dépression" n'est pas un état, mais un passage, un au revoir, un pas de côté vers une désaffiliation politique.*» Parce que *L'insurrection qui vient* s'adresse à des lecteurs traditionnels, le livre prend le temps de démonter pièce par pièce l'intégralité du monde actuel, «*un monde dont nul ne peut plus nier qu'il s'écroule, un monde où "devenir autonome" est une euphémisme pour "avoir trouvé un patron"*». Situation qui est considérée comme une chance: «*La décomposition de toutes les formes sociales est une aubaine. C'est pour nous la condition idéale d'une expérimentation de masse, sauvage, de nouveaux agencements, de nouvelles fidélités.*»

RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION
DANS LA CULTURE MODERNE.
NOUS PENSONS D'ABORD QU'IL FAUT
CHANGER LE MONDE.
DU CALME! PAS D'EXPÉRIENCES!
MESDAMES ET MESSIEURS:
REFUSEZ LA PROVOCATION.
C'EST LA LUTTE FINALE!
1957-58 EST LE PLUS GRAND TOURNANT
DU SIÈCLE PAR TOUS LES PEUPLES
ET DE TOUS LES TEMPS! NOUS Y VOILÀ.
L'HOMME NOUVEAU EST LÀ!
ON A JUSTEMENT ENREGISTRÉ BEAUCOUP
TROP DE RÉVOLUTIONS. [...]

TEXTES ET DOCUMENTS SITUATIONNISTES,
1957-1960, Rapport sur la construction
des situations et sur les conditions de
l'organisation et de l'action de la tendance
situationniste internationale, rééd. Allia.



5. Les *Black blocs* («blocs noirs») sont des groupes de manifestants violents notamment issus du Mouvement autonome allemand.

6. «Dans les milieux autorisés», le livre était surnommé «*L'Appel pour les nuls*».

7. Offrant une promotion nationale à des textes jusque-là confidentiels...

8. On n'adhère donc pas ici (naïveté?) à la thèse d'Éric Hazan, l'éditeur du livre, qui considère cette affaire comme un préambule parmi d'autres à l'État policier qui se mettrait en place. Thèse critiquée par Fabien Jobard (www.mediapart.fr) comme étant «une inversion mimétique» conduisant à «grandir ce que l'on se fait fort de conjurer, la peur» au lieu de privilégier des analyses (et donc des résistances) plus rationnelles. L'affaire des présumés sabotages de la SNCF pose néanmoins de graves questions sur les motifs de l'inculpation. Éric Hazan pose la question avec justesse: «En réalité, pour nous tous cette affaire est un test. Jusqu'à quel point allons-nous accepter que l'antiterrorisme permette n'importe quand d'inculper n'importe qui?» Cf. sa pétition sur (www.lafabrique.fr)

«En réalité, pour nous tous cette affaire est un test. Jusqu'à quel point allons-nous accepter que l'antiterrorisme permette n'importe quand d'inculper n'importe qui?» Cf. sa pétition sur (www.lafabrique.fr)



Comme dans *L'Appel*, les réponses politiques ou militantes traditionnelles sont jugées inutiles — jusqu'à ces phrases qui constituent le point de départ de l'affaire:

«Retenons du sabotage le principe suivant: un minimum de risque dans l'action, un minimum de temps, un maximum de dommages. [...] Saboter avec quelque conséquence la machine sociale implique aujourd'hui de reconquérir et réinventer les moyens d'interrompre ses réseaux. Comment rendre inutilisable une ligne de TGV, un réseau électrique? Comment trouver les points faibles des réseaux informatiques, comment brouiller des ondes radios et rendre à la neige le petit écran? [...] Anéantir ce néant n'a rien d'une triste besogne. L'agir y retrouve une nouvelle jeunesse.»

Les questions de *L'Insurrection qui vient* pourraient paraître... presque banales («Comment arrêter les centrales nucléaires? Comment vivre ensemble sans s'écraser mutuellement? Comment accueillir la mort d'un camarade?»), si ne venait la question finale: «Comment ruiner l'empire?» Question qui peut sembler politique, mais aussi, comment dire? «romantique», a dit le père de Julien Coupat. Dans une posture littéraire. Ruiner l'empire, donc. Le maire sortant, Jean Plazanet, évoque ainsi l'arrivée des «jeunes gens» à Tarnac: «J'ai vu de suite que j'avais affaire à des gens intelligents et très prévenants. Ils cherchaient une vieille ferme, ils en avaient marre de la vie parisienne. Tous les jours, ils venaient chez moi, emprunter des outils pour le jardin, les filles venaient avec ma femme pour la cuisine et pour tricoter.» Cuisine pour les filles et bricolage pour les garçons... On perçoit un peu mieux l'écart entre la radicalité et le caractère incantatoire du discours théorique et la vie réelle des présumés saboteurs. «Ruiner l'empire» en tenant une épicerie, en tricotant, en distribuant des tracts, en écrivant des livres et en s'opposant aux forces de l'ordre dans quelques manifestations altermondialistes... *L'Insurrection qui vient* se termine sur ces lignes, qui admettent la différence entre l'exhortation et la vie réelle:

«[On nous dira:] soit vous parvenez à constituer une menace pour l'empire, et dans ce cas, vous serez rapidement éliminés; soit vous ne parviendrez pas à constituer une telle menace, vous vous serez vous-mêmes détruits, une fois de plus. Reste à faire le pari qu'il existe un autre terme, une mince ligne de crête suffisante pour que nous puissions y marcher, suffisante pour que tous ceux qui entendent puissent y marcher et y vivre.»

La «mince crête» où vivre, c'était donc Tarnac.

En présentant comme des «terroristes» Julien Coupat et ses proches, l'État français vient sans doute de leur offrir un grand cadeau: une stature à la mesure de leurs rêves de grandeur⁷. Les «événements» que l'auteur de *L'Appel* appelait de ses vœux, les voici. Car il faut être deux pour jouer au jeu du terrorisme⁸. En déclarant la «guerre à l'empire» tout en tenant l'épicerie d'un village, voire en osant écrire qu'il serait bon que des trains soient sabotés, voire éventuellement en participant au sabotage d'une ligne de train, Julien Coupat et son entourage étaient tout juste bons à être considérés comme des émules (certes entêtés) de Guy Debord et comme des activistes capables de retarder un train pendant un quart d'heure. Coup de chance inespéré! L'État vient de montrer sa faiblesse: il a eu vraiment peur d'eux. Julien Coupat, qui écrivait: «Nous connaissons notre faiblesse: nous sommes nés et nous avons grandi dans des sociétés pacifiées, comme dissoutes. Nous n'avons pas eu l'occasion d'acquiescer cette consistance que donnent les moments d'intense confrontation collective. Ni les savoirs qui leur sont liés», disposera à présent d'une certitude: avoir vécu un moment de confrontation directe avec le pouvoir.

Julien Coupat écrivait que le monde avait besoin «de poètes et de théologiens». Poète et théologien, il l'était assurément un peu. Le style de Julien Coupat est d'un lyrisme digne de Cassandre, annonciateur du chaos, et le lyrisme est performatif: il vise à produire devant les yeux du lecteur ce qu'il désigne par son énonciation elle-même. Les Renseignements Généraux sont tombés à pieds joints dans la force de la littérature: le voici à présent redoutable opposant politique. À brandir le spectre du terrorisme, on crée de toutes pièces l'état de guerre, celui qu'à Venise, en janvier 1999, les *Tiqun* décrivaient:

«Un jour, une société a tenté, par des moyens innombrables et sans cesse répétés, d'anéantir les plus vivants d'entre ses enfants. Ces enfants ont survécu. Ils veulent la mort de cette société. Ils sont sans haine. C'est une guerre qui n'est précédée d'aucune déclaration. Au reste, nous ne la déclarons pas, nous la révélons seulement. Deux camps. Leur différend porte sur la nature de la guerre. Le parti de la confusion voudrait qu'il n'y ait qu'un camp. Il mène une paix militaire. Le Parti Imaginaire sait que le conflit est père de toutes choses. Il vit dispersé et en exil. Hors de la guerre, il n'est rien.»



PROCES-VERBAL

L'an deux mille huit,
Le quinze décembre

NOUS:

Capitaine de Police en fonction à la
Sous-direction anti-terroriste de la
Direction Centrale de la police judiciaire

OBJET:

RAPPORT CONCERNANT LES ÉCRITS SUSPECTS DU DÉNOMMÉ SOUCHON ALAIN

J'ai l'honneur de vous rendre compte des investigations diligentées en exécution des réquisitions citées en référence et ayant permis d'identifier et de démanteler une structure clandestine anarcho-autonome basée sur le territoire national et se livrant à des opérations de déstabilisation de l'Etat par des chansons à textes violents. Ce groupe, constitué autour de son leader charismatique et idéologue, le nommé Souchon Alain, est constitué de millions d'individus potentiels: une armée de ménagères que l'on pourrait d'«invisibles», car non identifiées dans leur ensemble dans les fichiers de police. Le groupe obéit à une doctrine philosophico-insurrectionnaliste qui, ayant fait le constat que la société actuelle est «dérisoire» (tel qu'il est mentionné au sein du pamphlet musical intitulé FOULE SENTIMENTALE), a décidé d'user des moyens nécessaires pour que «du ciel dévale un désir qui nous emballe», c'est-à-dire provoquer la chute de l'Etat.

Les faits.

— L'examen de la boîte à gants d'une voiture sise au lieu dit le «Goutailloux» où réside le nommé Coupat Julien, leader incontesté de la mouvance autonome de l'ultra-gauche, permettait la découverte d'une cassette du nommé Souchon Alain. La cassette était dans la boîte à gants de la voiture, à côté de plusieurs textes et musiques anarchistes et libertaires. Le titre de cette chanson était écrit au bic rouge: la cassette semble de toute évidence être une copie illégalement téléchargée, sur un support archaïque corroborant la thèse d'individus vivant en marge de la société et refusant ses progrès technologiques tels que cd, mp3, téléphones portables, etc.

— Le nommé Souchon Alain, auteur de ladite chanson, aurait en outre été aperçu à bord d'une voiture Audi en Seine-et-Marne, non loin du réseau d'une voie ferrée, cible potentielle de la mouvance anarcho-autonome. Ce fait nous a conduit à procéder à des recherches sur et à proximité de cette voie, recherches n'ayant amené à la découverte d'aucun engin explosif. Cependant, l'analyse complète des écrits semble corroborer les suspicions portées à l'encontre du nommé Souchon Alain, qu'il semble utile d'incarcérer à titre préventif pour procéder à un interrogatoire. Il est par ailleurs envisagé de procéder à une analyse des fichiers de magasins de vente de disques et de sites de téléchargements afin de déterminer la liste exhaustive des acheteurs de ce pamphlet musical.

L'enquête textuelle.

Ah la la la vie en rose / Le rose qu'on nous propose

Immédiatement un rapprochement était opéré entre les écrits du nommé Comité Invisible et les phrases précédentes. Le rose étant de toute évidence les années socialistes (François Mitterrand). Le cri «ah là là» traduit la pensée de la mouvance ultra-gauche radicale: la déception engendrée par le socialisme et les partis de gauche traditionnels. On voit là l'émergence d'une frange radicale pour qui la gauche «rose» n'a plus rien à «proposer», et est définitivement liée au libéralisme, ce que le nommé Souchon Alain exprime ainsi:

D'avoir les quantités d'choses / Qui donnent envie d'autre chose

Aieaieaie, on nous fait croire Que le bonheur c'est d'avoir

D'en avoir plein nos armoires Dérisions de nous dérisoires...

[...] Il se dégage De ces cartons d'emballage

Des gens lavés, hors d'usage

Et tristes et sans aucun avantage

Le thème fédérateur de la haine de la société de consommation, du capitalisme et de ses appareils, est récurrent. On a ici la théorisation d'un rejet qui se traduit de manière concrète par des actions concertées à l'encontre des symboles du capital (banques, agences d'interim, sociétés commerciales internationales...)

Qui est le «on» évoqué par le texte? L'Etat semble visé, le gouvernement, peut-être une personne individuelle, le texte mentionnant à deux reprises: «Il faut voir comme on nous parle (deux fois)». Faits corroborés, plus loin dans le texte, par deux phrases grammaticalement incorrectes: «On nous Claudia Schiffer / On nous Paul-Loup Sulitzer». Il a été découvert que le nommé Sulitzer Paul-Loup a été conseiller de Raymond Barre, et apparaît dans un cliché datant de 1973 en compagnie de l'actuel Président de la République. Des recherches complémentaires effectuées auprès de diverses sociétés permettaient de confirmer que la nommée Bruni-Sarkozy Carla avait défilé en compagnie de la nommée Schiffer Claudia évoquée par le texte. L'hypothèse d'une attaque visant des personnes semble pouvoir donc être confirmée, et doivent engager à la plus grande prudence dans ce contexte de renouveau de la mouvance anarcho-autonome animée par le désir d'un renversement de l'Etat et la mise en place de «désirs» autres.

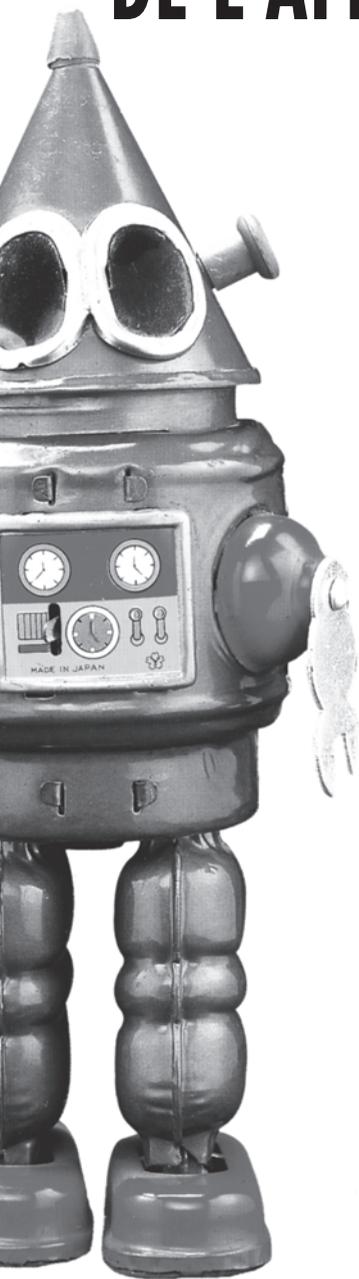
Du ciel dévale / Un désir qui nous emballe

Pour demain nos enfants pâles / Un mieux, un rêve, un cheval

Le dénommé Souchon Alain semble accréditer la doctrine de «blocage des flux» chère aux saboteurs de la SNCF. Il apparaît ainsi l'équivalence «Cheval» = refus du rail et autres moyens de transports modernes = attaque des voies de communication afin de déstabiliser la société. Cette société passiste à venir étant présentée comme un «mieux», un «rêve», un avènement proche «pour demain».

Toutes ces assertions concordantes, doublées de la menace «faut pas déconner» (deuxième strophe), semblent signifier un passage à l'acte imminent, et doivent inciter à la plus grande prudence, ainsi qu'à un renforcement des contrôles policiers sur l'ensemble du territoire.

TENTATIVE DE RÉORGANISATION CHRONOLOGIQUE DE L'AFFAIRE DITE DE TARNAC



MARS 2007. Xavier Raufer, «spécialiste» de la criminalité, rend un rapport à Réseau Ferré de France (RFF)¹, en charge des lignes de chemin de fer. Il y écrit, sur un ton apocalyptique qui n'est pas si lointain de *L'Insurrection* qui vient: «Le réseau ferré — qui dépend lui-même d'autres réseaux, électrique, télécommunications et informatique — est à la fois crucial et attaquant. D'autant plus que nous avons, en fait, affaire ici à des écheveaux de réseaux imbriqués, tout spécialement fragiles à leurs interconnexions, branchements et points de rencontre.» Parmi toutes les menaces possibles, il liste les «coupures de câble».

8 JUIN 2007. *Le Figaro* évoque² l'intérêt de la police pour la «mouvance anarcho-autonome»: «La surveillance des groupes violents d'extrême gauche est redevenue une "priorité opérationnelle" pour les Renseignements Généraux [...] Qualifiés "d'anarcho-autonomes" par les services de police, ces militants sont plusieurs centaines en France dont une cinquantaine en Ile-de-France où ils occupent une demi-douzaine de squats "politiques". S'y ajoute plus d'un millier de sympathisants actifs dont 150 à 200 à Paris. Leurs lieux d'implantation (Toulouse, Rennes, Nantes, universités parisiennes de Nanterre, de Tolbiac ou de Saint-Denis...) correspondent souvent à des bastions du mouvement anti-CPE au cours duquel ils ont commencé à faire parler d'eux. Ils ont ensuite redoublé d'efforts à l'occasion de la présidentielle. [...] Changeant de stratégie, ces partisans de l'action directe ont tout d'abord privilégié l'attaque de locaux de partis politiques toutes tendances confondues. En région parisienne, 35 permanences ont été prises pour cible : 21 pour l'UMP, 8 pour le PS, 3 pour les Verts et 2 pour le Parti communiste.»

ÉTÉ 2007. «Le criminologue Alain Bauer³, raconte *Le Monde* du 4 décembre 2008, pianote un matin, comme à son habitude, sur le site Internet de la Fnac et Amazon.com en quête des nouveautés en librairie lorsqu'il tombe par hasard sur *L'Insurrection* qui vient. Le consultant en sécurité y voit la trace d'un "processus intellectuel qui ressemble extraordinairement aux origines d'Action directe" et, sans barguigner, achète d'un coup quarante exemplaires. Il en remettra un en mains propres au directeur général de la police nationale, Frédéric Péchenard, assorti d'une petite note.»

23 JANVIER 2008. *Le Populaire du Centre*, quotidien local, écrit un article sur l'épicerie de Tarnac⁴, sur le plateau de Millevaches, et les jeunes l'ayant reprise: «Ils n'ont pas tardé à trouver leur place dans la commune, allant jusqu'à racheter, le 1^{er} octobre dernier, le magasin général d'alimentation du bourg. "Je n'aurais jamais pensé me retrouver derrière un comptoir, être ainsi pris dans des rapports marchands", insiste Gaëtan; "Faire des journées pas possibles, des livraisons", ajoute Benjamin. [Gaëtan] est également devenu président du comité des fêtes⁵. Au travers du "magasin", il aspire à mettre en place une dynamique d'échange à rebours de ce que la société propose. Tout simplement faire passer la vie avant, sans forcément essayer de se faire passer pour un exemple. Une démarche plus compliquée qu'il n'y paraît, mais qui se met peu à peu en place avec le soutien des habitants dont beaucoup n'osent imaginer ce que serait devenue leur ville sans ce commerce qui prône une autre proximité.»

26 JANVIER 2008. La SDAT (sous-direction antiterroriste de la PJ) produit une note⁶

1. Rapport rendu public par le site du journal *La Tribune*, [www.latribune.fr/static/pdf/SecuRail1.pdf].

2. Article repris sur [juralibertaire.overblog.com/article-6768066.html].



intitulée «Renseignements concernant la mouvance anarcho-autonome francilienne». Le noyau de cette mouvance s'élève «à une cinquantaine d'individus, d'origine européenne, auxquels s'agrègent selon les circonstances 150 à 200 personnes. [...] La campagne pour l'élection présidentielle a été marquée par un certain nombre d'actions imputables à la mouvance anarcho-autonome: dégradations de permanences de partis politiques (21 de l'UMP ont été visées à Paris).»

Notons que le texte est quasiment le même que celui du *Figaro*, neuf mois plus tôt. Reste à savoir qui informe qui.

1^{ER} FÉVRIER 2008. Michèle Alliot-Marie est interrogée dans *Le Figaro*⁷: «Depuis plusieurs mois, j'étais encore ministre de la Défense, j'ai souligné les risques d'une résurgence violente de l'extrême gauche radicale. Le passé nous a montré que la faiblesse des partis politiques extrêmes ouvre souvent la voie aux groupuscules terroristes comme Action directe, les Brigades rouges ou la Fraction armée rouge. L'anticipation est essentielle dans la lutte contre le crime en général et le terrorisme en particulier. Elle est la meilleure des protections.»

2 FÉVRIER 2008. *Le Monde* évoque trois jeunes gens qui ont été arrêtés en novembre 2007 près de Toulouse après avoir fait sauter un engin explosif dans un champ. «À leur domicile toulousain, les enquêteurs retrouvent une importante documentation "anarchiste", avec des noms évocateurs: L'Insurrection qui vient, ou Organe de liaison au sein du Parti Imaginaire [sous-titre du numéro 2 de *Tiqun*, daté de 2001]. Sur le disque dur de leur ordinateur, quelques phrases comme: "C'est ici qu'on se rassemble pour tout faire partir en cendres."» Il s'agit, à notre connaissance, de la première mention de ces textes théoriques dans la presse traditionnelle.

7 FÉVRIER 2008. Le politologue Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême droite, publie sur *Rue 89* un article intitulé «Les RG s'inquiètent du renouveau de l'extrême gauche "autonome"»: «On a vu émerger ces dernières années une mouvance de quelques centaines de militants radicaux, partisans de l'action violente dirigée contre les symboles de l'appareil d'État (police et gendarmerie; bâtiments officiels). De quels textes théoriques s'inspirent-ils ? À quelle mouvance idéologique les rattacher? L'enquête policière a mis en avant un texte, L'Insurrection qui vient, publié par un "Comité invisible". Cela peut faire peur, sauf que, loin d'être un brûlot clandestin, il s'agit... d'un livre publié en 2007 aux éditions La Fabrique, le Comité invisible étant, pour éclairer la référence historique, un organisme lyonnais de propagande républicaine, dans les années 1830. Également mis en avant, le fait que certains interpellés ont été

trouvés en possession de documents signés "Organe de liaison au sein du Parti Imaginaire", lequel Parti Imaginaire a préfacé, toujours aux éditions La Fabrique, un livre titré Maintenant, il faut des armes. Certes, mais l'ouvrage en question est l'œuvre... d'Auguste Blanqui.»

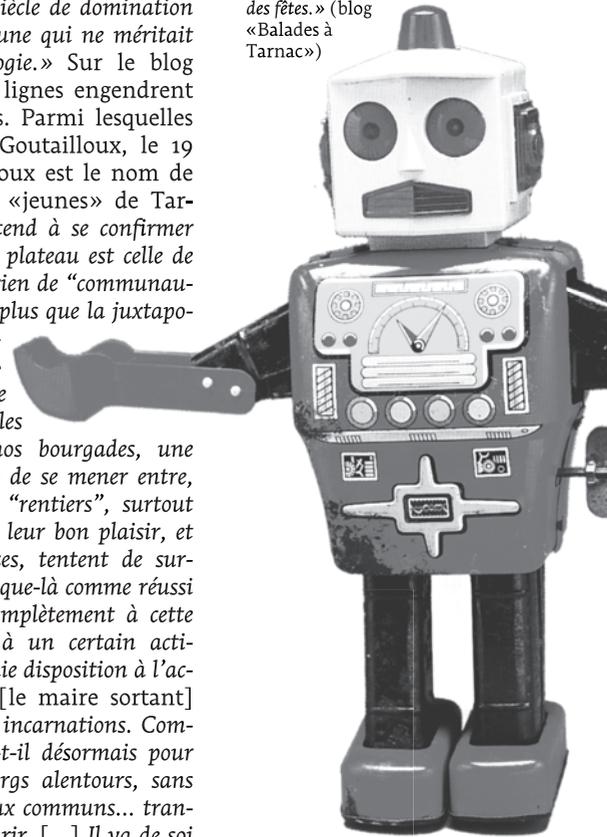
MARS 2008. Lors des élections municipales, le maire sortant de Tarnac, Jean Plazanet, communiste, est battu. Il se trouve que le propriétaire du château de Tarnac, Yves de Kerdrel, est un journaliste parisien, éditorialiste au *Figaro*. Juste après l'élection, il écrit: «Votant régulièrement à Tarnac, membre de la commission Attali, et propriétaire d'une maison détenue depuis quatre siècles par la même famille, je félicite la liste qui vient d'être élue et qui met fin à un siècle de domination marxiste dans cette commune qui ne méritait pas une si terrible idéologie.» Sur le blog «Balades à Tarnac», ces lignes engendrent des dizaines de réactions. Parmi lesquelles une⁸ signée «depuis le Goutailloux, le 19 mars 2008» (le Goutailloux est le nom de la ferme reprise par les «jeunes» de Tarnac): «La situation qui tend à se confirmer ces dernières années sur le plateau est celle de communes qui n'ont plus rien de "communautés" mais tendent à n'être plus que la juxtaposition de petits nombri-lismes en recherche de "qualité de vie" dans un cadre verdoyant. [...] Derrière les façades pittoresques de nos bourgades, une guerre silencieuse continue de se mener entre, d'une part, ces nouveaux "rentiers", surtout occupés à la réalisation de leur bon plaisir, et ceux qui, dans les coulisses, tentent de survivre. [...] Tarnac avait jusque-là comme réussi à ne pas s'abandonner complètement à cette pente, grâce notamment à un certain activisme municipal et une vraie disposition à l'accueil dont Jean Plazanet [le maire sortant] n'était pas la moindre des incarnations. Combien de temps lui faudra-t-il désormais pour ressembler à d'autres bourgs alentours, sans école, sans jeunes, sans lieux communs... tranquilles et propres à en mourir. [...] Il va de soi que ce qui adviendra de la commune dépendra surtout de ce que nous saurons y faire advenir ensemble — avec ou en dépit des nouveaux élus.» On y reconnaît le style de *L'Insurrection qui vient*, mais en plus apaisé, et en plus constructif: puisqu'il est même envisagé de faire advenir quelque chose «avec» les élus...

22 MAI 2008. Éric Hazan, l'éditeur de *L'Insurrection qui vient*, évoque la construction policière et médiatique autour du livre dans un texte paru dans *Politix* le 22 mai 2008⁹, évoquant en premier lieu l'article du *Figaro* de juin 2007: «Le dispositif est en place, il ne reste plus qu'à le nourrir. On arrête donc à Toulouse, dans les derniers jours de novembre 2007, trois jeunes gens transportant en voi-

3. Notons qu'Alain Bauer est le co-auteur avec Xavier Raufer d'un «Que sais-je?» de 1999 sur les violences urbaines. Cf. l'analyse de Laurent Mucchielli sur cet ouvrage et le parcours peu recommandable des deux hommes, [lmsi.net/?article177].

4. Texte opportunément republié sur leur site le 12 novembre sous le titre: «Exclusif, nous avions rencontré les épiciers de Tarnac.»

5. Il en démissionnera en mai 2008, après les municipales. «Domage que certaines personnes n'aient pas les changements, le renouveau, la jeunesse en général... je déplore la démission du comité des fêtes.» (blog «Balades à Tarnac»)



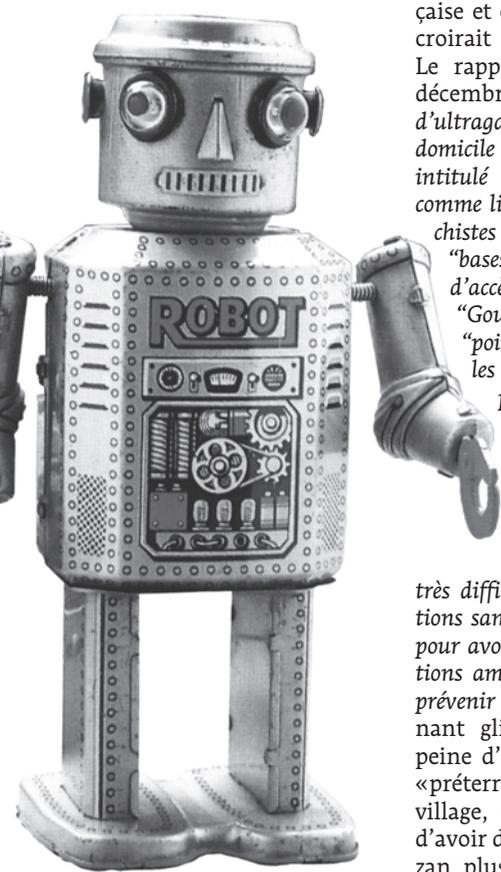
6. Révélée par Backchich: {www.bakchich.info/articles818.html}.

7. Article repris sur {<http://www.ambafrance-uk.org/Entretien-de-Mme-Michele-Alliot-10258.html>}.

8. Publié dans *INPS*, le journal du plateau de Milleval, n° 23, juin 2008.

9. Disponible sur {escalbibli.blogspot.com/2008/05/fabrication-artisanale-de-la-peur.html}. Notons que le journal *CQFD* avait publié une analyse similaire dès le mois de février, cf. {www.cequifautdestruire.org/?article1652}.

10. Rendu «semi-public» sur le blog de Bernard Aubin, délégué de la CFTC Cheminots, le 8 novembre, donc le jour même des nouveaux sabotages: «Selon quelques éléments à ma connaissance, le câble d'alimentation d'une LGV aurait fait l'objet de dégradations volontaires très récentes. L'impact sur le trafic fut limité. Pas d'écho dans la presse. L'enquête se poursuit, je n'en dirai pas plus.» Le soir même TFi évoque rapidement l'action du 25 octobre, deux jours avant le communiqué officiel de la SNCF. Le 11 novembre sur le site du *Républicain Lorrain* Bernard Aubin déclare: «L'affaire a été passée sous silence par la SNCF pour les besoins de l'enquête et pour éviter les effets d'émulation.»



11. Nous avons décidé de conserver l'anonymat de toutes les personnes en cause, hormis Julien Coupât dont toute la presse a parlé (et dont le nom figure dans l'ours du premier numéro de *Tiqqun*) et Benjamin Rosoux, qui a accepté d'intervenir sous son nom dans les médias à sa sortie de détention provisoire.
12. Analyse détaillée et juste de Judith Bernard d'Arrêts sur images, disponible sur Internet: [<http://www.arretsurimages.net/contenu.php?id=1457>].

ture un engin explosif. Deux sont déjà fichés comme «anarcho-autonomes». On trouve chez eux un exemplaire de *L'Insurrection* qui vient, livre publié chez *La Fabrique*, et un exemplaire du second numéro de la revue *Tiqqun*. [...] Le 2 février 2008, c'est au tour du *Monde* de se prêter à l'opération médiatico-policrière: [...] La veille, dans *Le Figaro*, la ministre de l'Intérieur récitait d'ailleurs, avec sa maladresse de vieille fille, la leçon apprise: «Depuis plusieurs mois, j'ai souligné les risques d'une résurgence violente de l'extrême gauche radicale.» »

JUN 2008. Les Renseignements Généraux remettent à Michèle Alliot-Marie un rapport de 41 pages intitulé «Du conflit anti-CPE à la constitution d'un réseau préterroriste international: regards sur l'ultragauche française et européenne». Titre magnifique: on croirait un mémoire de DEA de l'EHESS... Le rapport sera cité par *Le Figaro* du 3 décembre: un «groupe informel d'activistes d'ultragauche de type autonome» disposait au domicile parisien de Julien Coupât «d'un local intitulé *Le Vouvray* ou *Jargon libre*, utilisé comme lieu de réunion, d'hébergement d'anarchistes étrangers de passage». Évoquant les «bases arrière logistiques souvent difficiles d'accès», le rapport désignait déjà le site du «Goutailoux» à Tarnac comme étant le «point le plus stratégique» où transitaient les «membres de l'ultragauche européenne». Le *Monde* du 4 décembre évoquera le même rapport, avant de donner parole à la ministre de l'Intérieur: «Ils ont adopté la méthode de la clandestinité. Ils n'utilisent jamais de téléphones portables et résident dans des endroits où il est très difficile à la police de mener des inquisitions sans se faire repérer. Ils se sont arrangés pour avoir, dans le village de Tarnac, des relations amicales avec les gens qui pouvaient les prévenir de la présence d'étrangers.» Fascinant glissement: ce n'est même plus la peine d'avoir *Tiqqun* chez soi pour être un «préterroriste». Il suffit d'habiter dans un village, de ne pas avoir de téléphone, et d'avoir des amis. C'est ce qu'écrivait Éric Hazan plusieurs mois avant les arrestations: «En réalité, l'antiterrorisme n'a rien à voir avec le «terrorisme». Il s'agit d'une technique de gouvernement visant à éliminer par la force les cellules rebelles de l'organisme social.»

26 OCTOBRE 2008. Un fer à béton est placé sur la ligne à grande vitesse (LGV) Est, près de Baudrecourt, selon la SNCF. Il n'y a eu aucune mention de ce sabotage¹⁰ dans un quelconque journal, même local, avant les incidents de novembre. Le 26 octobre la SNCF faisait bien parler d'elle. Avec... l'incident de l'homme dont le bras s'est coincé dans la cuvette des WC d'un TGV en cherchant à récupérer son téléphone portable.

8 NOVEMBRE 2008. L'AFP écrit: «La SNCF a connu samedi une nouvelle journée noire, quatre «actes de malveillance» contre ses installations ayant très fortement perturbé le trafic de 160 TGV, Thalys et Eurostar. À chaque fois, des fers à béton ont été fixés sur des caténaires» qui ont été rompu en quatre points: sur la LGV Nord i.e. Paris-Lille (dans les deux sens), sur la LGV Est et Sud-Est, respectivement dans l'Oise, la Seine-et-Marne et l'Yonne. Ces informations émanent de la SNCF et de la gendarmerie ou de la police; elles sont reprises dans la presse sans donner lieu à une contre-enquête.

10 NOVEMBRE 2008. La SNCF rend publique la dégradation d'un caténaire le 26 octobre. «Mais qui en veut à la SNCF?» demande *Le Parisien*, sous le surtitre suivant: «La piste du sabotage privilégié».

11 NOVEMBRE 2008. La police intervient et place en garde à vue, en différents points du territoire, neuf personnes, parmi lesquelles Julien Coupât¹¹, sa compagne Yldune L., Benjamin Rosoux, Gabrielle H., Manon G. Dès dix heures du matin, la ministre de l'Intérieur Michèle Alliot-Marie donne une conférence de presse où elle répète à nouveau: «Depuis mon arrivée [place Beauvau] j'avais souligné les risques de résurgence violente de l'extrême gauche radicale». Peu après, l'Élysée publie un communiqué se réjouissant «des progrès rapides et prometteurs [sic] obtenus dans le cadre de l'enquête sur les actes de sabotages commis contre des caténaires SNCF».

12 NOVEMBRE 2008. Première phase dans la façon dont la presse traite de l'affaire: l'emballage médiatique contre les «terroristes de l'ultragauche». Les deux ou trois premiers jours donnent essentiellement la parole au discours policier — même si ce discours est contrebalancé par les déclarations des habitants de Tarnac, sur le mode «ah mais ils étaient gentils nos jeunes». Le quotidien *Libération* titre: «Quand l'ultragauche déraile», et délivre un discours qui, s'il respecte le conditionnel d'usage, obéit à un dispositif qui laisse peu de part au doute¹²: «Ces arrestations semblent confirmer la piste d'une action coordonnée. Il aurait suffi d'un groupuscule dont le leader, Julien, n'a que 33 ou 34 ans, pour semer la pagaille. [...] Les traces ADN retrouvées sur les lieux devraient permettre de confirmer si les personnes interpellées sont bien les auteurs.» De ces traces ADN, rappelons-le, il ne fut plus jamais question¹³.

Le même jour, le journaliste du *Figaro*, Christophe Cornevin¹⁴, écrit: «Embarqués dans un mode de vie altermondialiste, vivant pour certains du négoce de produits agricoles, fuyant le regard des rares riverains qui les entouraient, ces apprentis terroristes de la

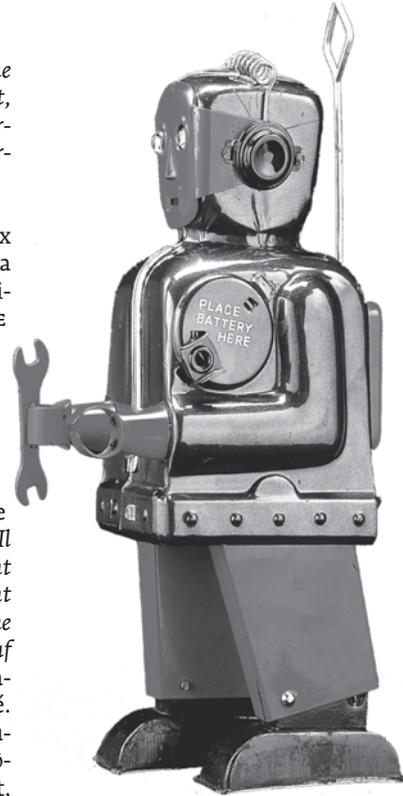
gauche ultra présentaient un profil bien particulier. Âgés de 25 à 35 ans pour le plus âgé, ces nihilistes considérés comme "potentiellement très violents" étaient articulés autour d'un petit "noyau dur" d'activistes déjà fichés pour divers actes de violences et de dégradation. [...] A priori, aucun d'entre eux ne travaillait. "Cela ne correspondait pas à leur philosophie", lâche un enquêteur. Les femmes de la bande, quant à elles, sont plus volontiers dépeintes sous les traits de "filles de bonne famille issues de la bourgeoisie de province". Un profil somme toute guère étonnant au regard de la jeune fille chic en Burberry qui répondait au nom de Joëlle Aubron à l'époque d'Action directe.» Deux jours plus tard, il évoquera Julien Coupât: «Qui est le mystérieux "cerveau" du groupuscule d'ultra-gauche? [...] Julien C. n'a rien de la caricature du squatter alternatif ou du marginal hirsute. Au contraire, cet ultra de 34 ans aurait pu avoir une vie sociale parfaitement intégrée s'il n'en vomissait pas les règles. Se réclamant de l'héritage d'Action directe, des Brigades rouges italiennes et d'un esprit libertaire post-soixante-huitard assez paranoïaque, ce fils de cadre supérieur a confortablement grandi à Paris où il a suivi ses études jusqu'à intégrer l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Fasciné par le romantisme de la clandestinité, le jeune intellectuel, taiseux au téléphone, vivait reclus dans une ferme communautaire de Tarnac (Corrèze). Un mode de vie altermondialiste, qu'il mettait volontiers entre parenthèses lorsqu'il revenait sur Paris. Il y dispose d'un coquet appartement dans le XX^e arrondissement, qu'il partage avec sa compagne.» Non seulement rien n'est sourcé, non seulement d'un article à l'autre il y a des répétitions («vivoter», comprendre ne pas faire ses courses au Bon Marché) mais en plus le champ lexical du parfait révolutionnaire bourgeois est ridicule. Entendons-nous: on peut tous se moquer des bourgeois qui s'imaginent révolutionnaires, mais encore faut-il le faire en disposant d'informations précises et sourcées. Sans même parler de la présomption d'innocence, systématiquement oubliée par Cornevin, dont le premier article commence ainsi: «Les saboteurs du rail auraient presque pu être interpellés en flagrant délit tant ils étaient surveillés depuis des mois par les services de renseignements.» Au point où il en est, pourquoi ne pas écrire tout de suite qu'il les a vus mettre les fers à béton?

Ce même 12 novembre, c'est-à-dire le lendemain de l'arrestation, nombre de blogs écrivent des articles nettement plus mesurés, voire carrément critiques. Un exemple parmi de nombreux autres, celui d'Article 11: «Scénario parfait qui a vu Michèle Alliot-Marie barattiner à plusieurs reprises, ces derniers mois et semaines, sur le danger d'un terrorisme autonome que personne, sinon elle, n'avait vu poindre. Juste avant que ces "militants d'ultra-

gauche de la mouvance anarcho-autonome" ne passent à l'action. Pour être arrêtés aussitôt, puisque placés de longue date sous surveillance. Un très heureux concours de circonstances, non?»

Dans un second temps, les journaux commencent non pas à s'interroger sur la pertinence des accusations, mais à humaniser les personnes arrêtées. Le **19 NOVEMBRE** paraît dans *Le Figaro* un article du même Christophe Cornevin qui donne enfin la parole à la défense, d'une part Éric Hazan («loin d'être le gourou sectaire en rupture de ban décrit ici et là, Julien est quelqu'un de gai, charmant, n'hésitant pas à boire le coup comme tout le monde»), d'autre part Gérard Coupât, le père de Julien: «Il n'en démord pas: Julien et ses amis avaient "décidé de mener une vie différente", préférant "avoir moins que d'accepter le consumérisme et la compromission". À l'en croire, tout sauf des terroristes.» On est loin de la réhabilitation, mais du moins le ton a changé. L'après-midi du même jour, *Le Monde* publie une enquête qui semble brillante¹⁵ à côté de tout ce qui avait été écrit auparavant, et qui rectifie les descriptions les plus caricaturales: «Aucun n'est en rupture familiale. Les parents, dirigeant de laboratoire pharmaceutique, médecin, ingénieur, universitaire, prof ou de la classe moyenne, continuaient à les voir régulièrement. [...] Pas de rupture donc. Mais tous avaient décidé de vivre selon des canons différents de ceux de leur milieu, à l'écart de la société marchande. [...] À Tarnac, le groupe élève des moutons, des poules, des canards, ravitaille les personnes âgées alentour. "Je ne crois pas me tromper en disant que l'un des buts était de se donner les moyens matériels et affectifs de fuir la frénésie métropolitaine pour élaborer des formes de partage", dit Mathieu B.» L'article s'intéresse longuement à Julien Coupât: «"Julien m'a dit: Moi je veux vivre dans la frugalité, confie son père, un ancien médecin qui a cofondé un laboratoire pharmaceutique, aujourd'hui à la retraite. Il aurait pu devenir directeur financier de Barclay's." Mais ce fils unique qui vit avec 1000 euros¹⁶ par mois a tourné le dos à l'univers très cossu où il a grandi, dans les Hauts-de-Seine.»

22 NOVEMBRE 2008. Le site d'informations en ligne *Mediapart* publie l'intégralité du rapport de la sous-direction antiterroriste de la police judiciaire au procureur de Paris. On pourrait s'attendre à ce que l'ensemble de la presse reprenne ce scoop. Or il n'en est rien: quasiment aucun journal ne fait mention du texte. *Mediapart* est un site payant, qui fonctionne par abonnement: que les blogueurs n'y renvoient pas n'est guère étonnant. Mais quid des journaux ou de leur version en ligne? En réalité, on com-

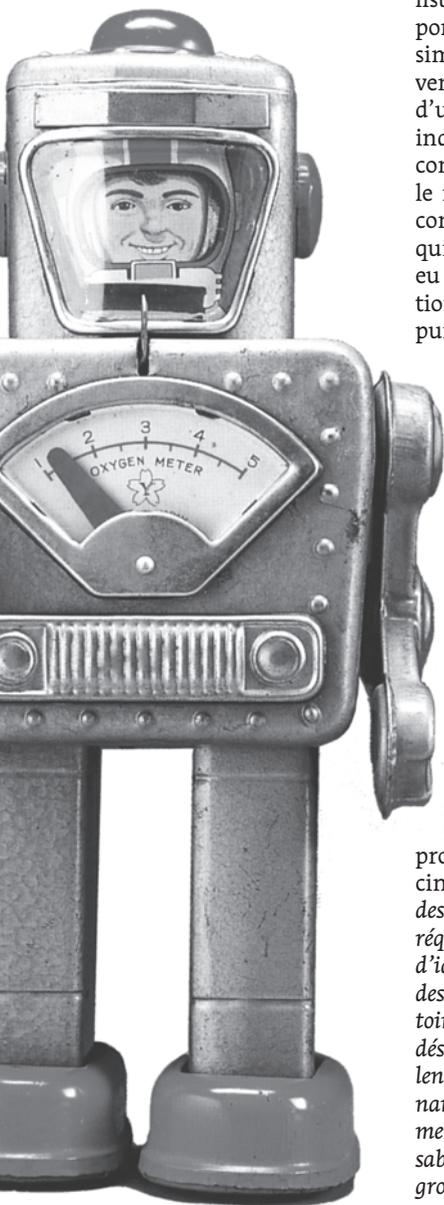


13. «Déjà confondus par des éléments techniques, dont de l'ADN, les saboteurs du rail [...]» écrit Christophe Cornevin dans *Le Figaro* du 12 novembre...

14. Daniel Schneidermann, dans sa chronique du 17 novembre dans *Libération*, s'est amusé à chercher d'autres articles du même Cornevin, tout aussi stupéfiants dans leur manque de rigueur.

15. La médiatrice du *Monde*, Véronique Maurus, s'en félicitera le 14 décembre: «Le journal s'est en effet gardé de prendre position sur l'enquête en cours. Ni éditorial ni analyse. Il n'a pas hurlé avec les loups, ni contre. Il s'est contenté d'informer, de vérifier, d'enquêter, bref de faire un travail de journaliste.» C'est globalement vrai.

16. Puisque les journalistes, pourtant peu avertis de détails croustillants ou à charge, ont omis de donner la provenance de cette somme, précisons qu'en tant que gérant de la JC SARL, une société immobilière fondée par ses parents et qu'ils lui ont transmis par donation, Julien Coupât touche un salaire de 1000 euros par mois, et non pas «plus de 6000 euros par an», comme l'écrit par erreur *Le Figaro Magazine* du 21 novembre, qui confond sans doute les revenus avec le chiffre d'affaires (62126 euros), d'autant que le résultat de la société est négatif (- 50885 euros). En revanche, l'actif immobilier de la SARL est estimé à 1150000 euros (documents du greffe).



17. Un bémol: le texte n'a pas été anonymisé, donnant le nom de famille de tous les protagonistes.

prendra assez vite que nombre de journalistes avaient déjà en leur possession le rapport, ou du moins ses principales lignes. Un simple fait permet de le vérifier. Le 10 novembre, lorsque la SNCF a avoué l'existence d'un acte de sabotage le 26 octobre, elle a indiqué que l'incident avait eu lieu dans la commune de Baudrecourt, en Moselle; or le rapport de police parle quant à lui de la commune de Vigny (à 18 kilomètres). Ce qui permet de savoir quels journalistes ont eu accès, dès le 9 novembre, à des informations directement données par la police, puisqu'ils parlent de Vigny: Franck Johanny (*Le journal du dimanche*), Patricia Tourancheau (*Libération*), Franck Hériot (*Le Point*). Les autres parleront, à partir du lundi 10 au soir de Baudrecourt: dépêche AFP, reprise sur nombre de sites Internet de journaux.

On le sait, les contacts entre journalistes et policiers sont fréquents. «De source policière» est une phrase qu'on ne cesse de lire. Mais ce qu'a fait *Mediapart* est précisément ce qu'on attend de la presse (et de sa déclinaison Internet, le rapport étant trop long pour être publié *in extenso*): donner à lire les sources dans leur intégralité¹⁷ — et laisser au lecteur le droit d'en disposer pour faire sa propre opinion. En l'occurrence, pour qui n'a pas l'habitude de lire ce genre de prose, le texte (daté du 15 novembre) est fascinant: «J'ai l'honneur de vous rendre compte des investigations diligentées en exécution des réquisitions citées en référence et ayant permis d'identifier et de démanteler une structure clandestine anarcho-autonome basée sur le territoire national et se livrant à des opérations de déstabilisation de l'État par des actions violentes menées au cours des manifestations se tenant en marge de chacun des grands événements politiques ainsi que par des actions de sabotage des infrastructures de transport. Ce groupe constitué autour de son leader charismatique et idéologue, le nommé Julien Coupat, est constitué d'une vingtaine d'individus basés en région parisienne, dans le Limousin et sur la commune de Rouen (Seine-Maritime). Il obéit à une doctrine philosophico-insurrectionnaliste qui ayant fait le constat que la société actuelle est "un cadavre putride" (tel qu'il est mentionné au sein du pamphlet intitulé *L'Insurrection* qui vient signé du Comité invisible, nom du groupe constitué autour de Julien Coupat) à décidé d'user des moyens nécessaires pour se "débarrasser du cadavre" et provoquer la chute de l'État. Les cibles désignées dans cet ouvrage dont il a été établi dans la présente enquête qu'il avait été rédigé sous l'égide de Julien Coupat étant, de manière récurrente, tout ce qui peut être, par analogie, défini comme un "flux" permettant la survie de l'État et la société de consommation qu'il protège. Sont ainsi cités dans cet opuscule, avec insistance, le réseau

TGV et les lignes électriques comme autant de points névralgiques par le sabotage desquels, les activistes peuvent, à peu de frais, arrêter plus ou moins durablement les échanges de biens et de personnes et ainsi porter un coup au système économique qu'ils combattent.» On commence par «les faits»: la présence de Julien Coupat et sa compagne Yldune L. aux États-Unis début 2008, sans doute pour «assister à une réunion d'anarchistes américains à New York». Puis «l'enquête»: «Les surveillances techniques mises en place sur le domicile de l'intéressé [...] ainsi que sur le hameau le "Goutailloux" au lieu-dit Javaud sur la commune de Tarnac (Corrèze) [...] permettaient de mettre en évidence l'existence d'un groupe d'une vingtaine d'individus regroupés autour de lui avec pour point d'ancrage "le Goutailloux", réalisation de la volonté du groupe et de son leader de faire sécession avec la société moderne dans le but de revenir à de vraies relations entre les hommes et de vivre en dehors du "formatage actuel" de l'homme. [...] Ces individus s'avéraient très méfiants, utilisant différents véhicules, ne possédant aucun téléphone portable et prenant de multiples précautions lors de leurs communications téléphoniques, n'hésitant pas à interrompre leur interlocuteur quand un sujet important était évoqué.» Le texte se concentre sur Julien Coupat, qui était surveillé, notamment lors la manifestation des ministres de l'Intérieur de l'UE à Vichy le 3 novembre 2008: «L'observation attentive de Julien Coupat lors de ce rassemblement permettait de constater qu'il agissait à la tête d'une cinquantaine d'individus masqués et très organisés œuvrant en marge de la manifestation institutionnelle afin de s'affronter aux forces de l'ordre qui leur empêchaient l'accès au Palais des Congrès où se tenait le sommet. En effet, il était permis d'observer Julien Coupat ordonnant à ses "troupes" l'assaut du barriérage fixe des Compagnies républicaines de sécurité et accrochant lui-même une corde à l'un des véhicules formant ce barriérage; corde qui, tirée par ses soins ainsi que par une vingtaine d'activistes parvenait à créer une brèche dans ce dispositif, obligeant les forces de l'ordre à charger la foule afin de ne pas être submergées. [...] La surveillance opérée sur le nommé Julien Coupat et les "activistes" s'étant affrontés aux forces de l'ordre permettait de laisser penser que nous n'étions pas en présence d'un groupe de "cas-seurs" mais bel et bien d'un groupe formé aux techniques de guérilla urbaine et agissant de manière réfléchi et concertée. Julien Coupat œuvrant comme un véritable stratège de l'émeute au service de sa volonté de déstabilisation.» Ce passage est essentiel, car il fonde l'accusation à venir: c'est la manifestation de Vichy qui semble servir de matrice à l'accusation policière. Les faits reprochés sont pourtant à chaque fois peu probants: «Il convient de relever que le comportement de Ju-



lien Coupat qui nous apparaît comme flagrant lors de la manifestation de Vichy (Allier) s'était déjà dévoilé lors de la surveillance réalisée sur sa personne le 16 octobre 2008 où il avait été observé réalisant un tract sur le refus de signalisation génétique mettant nommément en cause un commandant de police de la brigade criminelle de la Préfecture de police de Paris.» Vient le moment où les policiers suivent, dans la nuit du 7 au 8 novembre¹⁸, Julien Coupat près d'un des lieux de sabotage — épisode sur lequel on reviendra plus bas. Parallèlement, Manon G., Benjamin Rousou et Gabrielle H. sont contrôlés «alors qu'ils dormaient dans un véhicule stationné sur un chemin communal en lisière de bois, au lieu-dit Saint-Ulrich soit à moins de 4 kilomètres de la ligne ferroviaire sur laquelle devait passer dans la même soirée le train d'acheminement de matières radioactives dit train "Castor" et à moins de 10 kilomètres de la ligne de passage du TGV-Est sur laquelle était intervenu l'incident observé lors de notre surveillance quelques heures auparavant.» Notons au passage qu'il n'y a eu aucun sabotage sur la ligne du train Castor, et que l'autre ligne ayant déjà été sabotée en amont, en Seine-et-Marne, il n'y avait guère d'intérêt à la saboter à nouveau. Notons également qu'il y a eu trois autres lieux de sabotage sur d'autres lignes cette nuit-là, dont le rapport fait mention sans s'interroger sur les personnes qui auraient pu les faire. En revanche, «un rapprochement était opéré entre nos observations de la nuit et la doctrine de blocage des flux du nommé Julien Coupat qui s'exprime ainsi au sein de son pamphlet, mettant en évidence la fragilité de l'État par ses voies de communication qu'il convient d'attaquer afin de libérer l'homme.» Suivent des extraits de *L'Insurrection* qui vient qui parlent de TGV, de mouvement, d'arrêt. Conclusion des policiers: «Ces actes de sabotage s'inscrivent dans une réflexion sur l'action très aboutie avec pour objectif d'agir avec le maximum d'efficacité tout en protégeant les membres du groupe de la répression.» Le rapport évoque ensuite un fait qui semble essentiel mais qui a été à peine évoqué par les médias: «Une revendication parvenue le 10 novembre 2008 par courrier au quotidien allemand Berliner Zeitung posté le 9 novembre 2008 de Hanovre (Allemagne) évoquant de récentes actions ayant eu pour objectif de perturber le trafic ferroviaire en France et en Allemagne et précisant que les actions s'inscrivaient dans le cadre de la vague de protestations liées au transport de France vers l'Allemagne par le train Castor de déchets nucléaires retraités pendant le week-end du 8 novembre 2008. Ce texte précisait après des revendications d'ordre anticapitaliste: "Ils ont ainsi agi cette nuit au moyen de crochets métalliques", citant les actions menées en France ainsi que des actions menées conjointe-

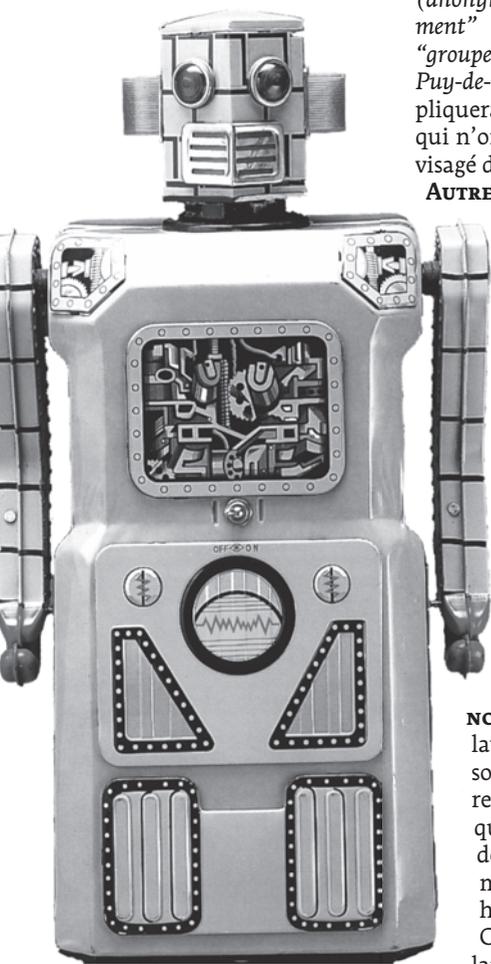
ment sur le réseau ferroviaire allemand, informations confirmées par les services de police allemands. Cette revendication était signée "En souvenir de Sebastian", en référence au nommé Sébastien Briat, activiste mort lors du passage d'un train Castor en 2004.» On imagine que l'enquête devrait alors s'intéresser aux Allemands, à la lettre de revendication, puisqu'on tient là une vraie piste. Mais non: les enquêteurs préfèrent évoquer des «faits de sabotage contre le réseau ferré commis en 1996-1997 à l'aide de crochets métalliques ayant été posés sur les caténaires, procédure au sein de laquelle avait été impliquée la nommée Sandra G..., relation de Julien Coupat.» La presse n'évoquera qu'à peine cette piste allemande. Du moins dans les jours qui suivent.

PARENTHÈSE DANS LE FUTUR. Le *Journal du dimanche* titre le 14 DÉCEMBRE 2008 «Révélations sur une piste allemande». Un mois s'est écoulé depuis l'arrestation du groupe de Tarnac, tous ont été libérés sauf Julien Coupat et sa compagne. Le rapport de police est disponible sur Internet depuis trois semaines. Le journaliste le cite nommément, mais écrit: «C'est vers l'Allemagne que l'enquête sur les sabotages des lignes TGV [...] lorgne actuellement.» Actuellement? Suit une paraphrase exacte du rapport, par exemple: «Les policiers français s'intéressent notamment à une activiste prénommée Sandra et considérée comme une "relation" de Julien Coupat.» On se demande quel intérêt à la presse à monter de telles pseudo-révélation? Serait-ce une manière élégante de se préserver la possibilité de «rebondissements» pour maintenir en haleine les lecteurs?

Retour au rapport, qui évoque un témoin «entendu sous X» (donc qui reste anonyme¹⁹) qui «précisait qu'à plusieurs reprises lors de réunions, Julien Coupat avait évoqué la possibilité d'avoir à tuer, précisant que la "vie humaine à une valeur inférieure au pouvoir politique" et que l'objectif final du groupe était le renversement de l'État.» Le site du journal *Politix*, le 19 novembre, semble bien renseigné: «Le groupe était-il infiltré? La question se pose: à en croire ceux qui ont approché des membres du groupe, dans le XX^e à Paris et en Corrèze, il n'aurait jamais été question, au-delà des discours, du moindre passage à l'acte. Si la pose des fers à béton sur des caténaires est prouvée, ce qui n'est pas encore le cas, il se dit dans l'entourage du groupe que parmi les personnes relâchées [comprendre le jour des arrestations] figurerait un personnage qui a beaucoup insisté, il y a trois mois, pour un passage de la théorie à la pratique, idée qui rencontrait des résistances. L'histoire des milieux anarchistes est riche d'infiltrations-provocations dans lesquelles la police n'intervient qu'après l'acte illégal "suggéré". Soupçons à rapprocher d'un témoignage accusateur sous X

18. Pour être complet, précisons que le rapport accuse Julien Coupat et Gabrielle H. d'avoir été présents, dans la nuit 25 au 26 octobre, en Moselle, à «70 kilomètres» du lieu du sabotage de Vigny/Baudrecourt.
19. Ce que permet le droit français depuis une loi de 2001 (gouvernement de Lionel Jospin), renforcée par Dominique Perben en 2002.





(anonymat donc garanti) fait "spontanément" jeudi dernier par un membre du "groupe" dans une brigade de gendarmerie du Puy-de-Dôme.» Cette possible infiltration expliquerait la ligne de défense des accusés, qui n'ont jamais explicitement nié avoir envisagé des actes de sabotages.

AUTRE PARENTHÈSE, qu'on n'ouvrira qu'à peine ici, tant elle a été abordée ailleurs: comme le rappelle Giorgio Agamben dans *Libération* du 19 novembre, les fers à béton accrochés sur des caténaies, «si l'on en croit les déclarations de la police et des agents de la SNCF eux-mêmes, ne peuvent en aucun cas provoquer des dommages aux personnes: ils peuvent tout au plus, en entravant l'alimentation des pantographes des trains, causer le retard de ces derniers. [...] Il s'agit de délits mineurs même si personne n'entend les cautionner.» Et en aucun cas de terrorisme.

Dans *Le Nouvel Observateur* du 20 NOVEMBRE, un article revient sur la filature de Coupat et de sa compagne le soir des sabotages. Un texte particulièrement intéressant à étudier, en ce qu'il transforme un rapport de police déjà sujet à caution en pure fiction romancée, renouant avec les grandes heures du journalisme du XIX^e siècle. Cela débute comme un mauvais polar: «Cette nuit du 7 au 8 novembre, un couple semble aux aguets. Il s'attarde anormalement dans une morne pizzeria d'une petite ville de Seine-et-Marne.» «S'attarder anormalement» est un terme dont on cherche encore le sens. «L'homme sort une première fois pour jeter des papiers dans une poubelle publique. Revient s'attabler. Puis ressort vérifier que l'exemplaire du guide du voyageur SNCF, le tableau des horaires de la ligne TGV et l'emballage d'une lampe frontale qu'il vient de jeter sont toujours là.» Le rapport racontait quant à lui: «À la sortie du restaurant, le couple, toujours très méfiant, observait les alentours puis jetait des objets de son coffre de voiture dans une poubelle publique: un emballage de lampe frontale ainsi que des fascicules de la SNCF relatifs aux lignes et horaires de TGV. Après avoir jeté ces éléments qui ne seront relevés qu'à l'issue de la surveillance, Julien Coupat partait en direction de la commune de Meaux puis revenait sur ses pas, s'arrêtant au niveau de cette poubelle, de l'autre côté de la voie de circulation, observant les éventuels allers et venues autour de celle-ci afin de détecter une surveillance policière.» Il est évident que les journalistes du *Nouvel Obs'* écrivent à partir du rapport, mais en le modifiant un peu — sans penser en revanche que le signaler au lecteur serait la moindre des choses. Le pro-

cedé d'écriture, classique dans la presse, consiste à raconter une scène comme si le journaliste y avait assisté, sans d'une part mettre le moindre conditionnel, et sans d'autre part préciser la source. Ce n'est pas sans rappeler les articles sur l'affaire Outreau²⁰, qui racontaient en détail les scènes d'orgies auxquelles se livraient des adultes sur des enfants — scènes qui n'avaient jamais eu lieu...

Continuons l'article: «Julien Coupat, 34 ans, et sa copine Yldune L., 25 ans, sont sur leurs gardes. Logique: ils sont tous les deux fichés "S", la lettre qui désigne les agitateurs autonomes, les "totos", dans les archives policières. Et ils le savent. Depuis plusieurs mois, ils sont filochés [...] Au beau milieu de la nuit, le couple s'arrête à proximité d'une ligne TGV sur la commune de Dhuisy. Il repart une vingtaine de minutes plus tard.» Le rapport: «Le véhicule se stoppait à l'aplomb de la voie ferrée de la ligne TGV-Est pendant une vingtaine de minutes.» L'article: «Intrigués, les policiers descendent à leur tour, à la recherche d'un éventuel engin explosif. Ils pensent à un attentat contre un train Castor, un convoi de déchets nucléaires. Or aucun train de ce type n'est signalé sur cette ligne. Inspection rapide des voies. Rien à signaler. Fin de la filature.» Le rapport: «Cet arrêt à proximité d'une voie ferrée, cible potentielle de la mouvance anarcho-autonome, nous conduisait à procéder à des recherches sur cette voie une fois les objectifs éloignés. Ces recherches n'amenaient la découverte d'aucun engin explosif.» L'article: «À quoi ça tient, un flagrant délit? À une légère torsion du cou: s'ils avaient levé la tête, les enquêteurs auraient pu repérer un fer à béton tordu sur la ligne électrique...» Comme dans le cas du *Figaro* du 12 novembre, l'article parvient à aller plus loin que le rapport dans l'insinuation: il dit bel et bien que les deux personnes suivies ont placé les fers à béton — alors même que personne ne les a vues faire.

DÉBUT DÉCEMBRE 2008. Troisième phase dans la façon dont la presse traite de l'affaire. Alors que les comités de soutien et les familles se font de plus en plus entendre (lettre ouverte, intervention à Tarnac, largement relayées par la presse), les journaux commencent à analyser (sans la critiquer ouvertement) «l'obsession de l'ultra-gauche» (titre de l'article du *Monde* du 4 décembre déjà cité) de Michèle Alliot-Marie. Obsession qui n'a rien de nouveau, ces mêmes journaux l'ayant évoquée au cours de l'année 2008.

2 DÉCEMBRE 2008. Trois des cinq personnes encore en détention sont libérées: Gabrielle H., Manon G., et Benjamin Rousox, que l'on peut voir le soir même, à sa sortie de prison, sur TF1, déclarer: «Ça res-

20. Voir dans le détail l'article du *Tigre*: [<http://www.letigre.net/La-presse-et-Outreau-2001-2006.html>].

21. Gérard Coupat est intervenu dans de nombreux médias. Notons également que *L'Appel* espérait «empêcher par tous les moyens la reconstitution de la gauche» et que le 11 décembre, députés PS, PC et Verts ont donné une conférence de presse commune sur la «dérive sécuritaire».

22. Le plus étonnant est la façon dont, à chaque fois, la dernière séquence, celle d'introspection générale, sera oubliée dès la prochaine affaire. Cf. la fausse agression du RER D, et les articles qui ont suivi sur «l'emballage médiatique».



semble plus à une sorte de chasse à l'homme, où il s'agit de trouver les preuves pour inculper les gens. Quand on ne trouve pas, on finit par faire des erreurs.» Sur France 2: «Les trois quarts de l'enquête ont porté sur d'autres raisons que celles-ci.» Et sur France 3 (Limousin): «On parle de "Cellule invisible", on parle de lutte armée, c'est du délire complet. C'est de la science-fiction. — Mais alors qu'est-ce qu'il y avait? — Qu'est-ce qu'il y a? Il y a des gens investis depuis de nombreuses années de diverses manières dans des luttes sociales, dans des cases, dans les fichiers des Renseignements Généraux, et à un moment quand ils veulent faire des boucs émissaires, on recoupe, et on chope les gens qu'il faut.»

Une semaine plus tard, le 9 DÉCEMBRE 2008, Benjamin Rosoux donne une longue interview à *Libération*, extrêmement précise, où sa dénégation sur sa participation aux faits se fait en passant, au détour de deux passages: «On a été contrôlés par hasard par les gendarmes à proximité de la voie ferrée où passait le train Castor. Ça, je ne le savais pas.» Et, à la toute fin: «Tout le monde sent bien qu'il y a un seuil franchi à travers cette affaire-là, ce n'est pas anodin, ce n'est pas un accident. Même s'ils finissaient par trouver les responsables de cette histoire de sabotage. Si ça tombe sous le coup de l'antiterrorisme, cela ouvre des portes relativement folles.» Le 15 décembre, il apparaîtra dans une vidéo de plus de huit minutes du site *Mediapart*, en train de commenter le rapport de la police. Quoiqu'il advienne de cette affaire, le désir d'anonymat d'un groupe signant «Comité invisible» et sa résistance intrinsèque vis-à-vis des médias et de la gauche aura volé en éclat. Quand les choses deviennent sérieuses, on accepte d'être filmé par la télévision, de donner une interview à *Libération* et l'on entend ses parents parler de sa vie privée sur Europe 1²¹...

Le même 9 DÉCEMBRE, Michèle Alliot-Marie est invitée sur France Info. Elle affirme: «Il y a eu des attentats contre des voies de circulation de TGV. Ça, c'est une réalité. [...] L'ultragauche dit très clairement — et d'ailleurs c'est dans les écrits de Monsieur Coupat — qu'elle refuse le dialogue démocratique. Il faut faire des actes qui s'en prennent à ce qui permet le fonctionnement de l'État et notamment aux voies de communication et à tout ce qui peut permettre la vie quotidienne.» On en revient donc à la simple lecture de *L'Insurrection* qui vient qui devient, en tant que telle, un geste terroriste... Et puis la ministre a cette phrase: «[Les libertés de tous les Français] peuvent être en cause quand il y a un certain nombre d'attentats, par exemple ceux qui ont bloqué 200 000 personnes et qui les ont empêchées d'aller à des rendez-vous professionnels, de mener une vie normale.» C'était un samedi. Cinq ou six TGV furent bloqués

plusieurs heures. Une certaine d'autres eurent environ un quart d'heure de retard. Un attentat, sans nul doute.

Quatrième phase pour la presse. La mise en abyme de son propre travail. Un peu moins d'un mois après les arrestations, dans *Libération* du 8 DÉCEMBRE, deux journalistes retournent à Tarnac pour tenter de comprendre comment ses habitants ont vécu la déferlante médiatique: «À Tarnac, on cherche avant tout à contrôler l'image de ce qui est considéré, de l'avis général, comme un "dérapage" des médias.» Comme souvent, les journalistes ne se rendent pas compte qu'ils se caricaturent eux-mêmes: «Quand on avait demandé à Aude si on pouvait suivre Paul dans sa tournée de livraison des hameaux, elle avait répondu: "C'est quoi cette idée? Ça sert à rien de nous voir vivre. Qu'est-ce que vous voulez montrer?" Ce matin, Paul, chemise de bûcheron bleue et fines lunettes, est quand même allé livrer des gens qu'il n'avait pas eu le temps de voir la veille.» Pourquoi «quand même»? Malgré le fait que des journalistes ne l'aient pas accompagné? Et quand on voit la désinvolture avec laquelle il est décrit (chemise de bûcheron/fines lunettes, manière de dire: intello rural), on peut comprendre qu'il n'ait pas envie d'être suivi comme une souris de laboratoire. *La Dépêche* du 7 décembre raconte la même chose. *L'Humanité* avait fait de même, mais dès le 28 novembre, et avec un ton nettement plus critique envers les journalistes («comme d'habitude, les journalistes, petit à petit, se réveillent avec la gueule de bois») ou leurs rédactions, citant l'exemple d'«Anna-Deborah Cohen, journaliste à France 3 Pays de Corrèze: "Face à la méfiance, on a décidé de prendre notre temps. On a réussi à renouer avec les gens, et certaines personnes interpellées ont accepté de nous parler, à condition que leur parole soit respectée et que le reportage ne soit pas remonté. Sauf que la consigne que j'ai fait passer n'a pas été respectée, mon sujet se retrouvant remonté pour le 13 heures de France 2 et sur Internet."»

En attendant les prochains rebondissements qui ne manqueront pas d'advenir (notre article se termine le 15 décembre, au moment où fleurissent les dépêches sur la piste allemande: pour-quoi aucun journaliste ne s'y est intéressé auparavant?), on notera que, dans cette affaire, la presse a globalement délivré le même scénario immuable face à des événements qui la dépassent: accusations, questions, doutes, repentance. Et qu'il en sera sans doute ainsi la prochaine fois²².

